



Comptes consolidés
31 décembre 2018

I. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017 Retraité*
CHIFFRE D'AFFAIRES	4,5.a.	2 643 400	2 505 423
Coût des ventes	5.b.	(1 648 605)	(1 471 140)
MARGE BRUTE		994 795	1 034 283
Charges commerciales et marketing		(249 718)	(223 891)
Frais de recherche et développement		(171 183)	(185 681)
Frais administratifs		(247 454)	(223 553)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		326 440	401 158
Autres produits opérationnels	5.c.	271	302
Autres charges opérationnelles	5.c.	(48 286)	(30 379)
RESULTAT OPERATIONNEL		278 425	371 081
Produits financiers	9.a.	74 122	46 545
Charges financières	9.a.	(112 035)	(73 519)
RESULTAT FINANCIER		(37 913)	(26 974)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	11.a.	127	(1 419)
RESULTAT AVANT IMPOTS		240 639	342 688
Impôts sur les bénéfices	10	(51 792)	(86 161)
RESULTAT NET		188 847	256 528
Attribuable aux :			
- actionnaires d'Ingenico Group SA		188 233	252 510
- participations ne donnant pas le contrôle	11.b.	614	4 018
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	12.b.		
Résultat :			
- de base		3,05	4,09
- dilué		2,99	4,00

*Dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018, l'information comparative a été retraitée de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS15, voir note 2.a.

II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017 Retraité
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Ingenico Group SA		188 233	252 510
Ecarts de conversion ⁽¹⁾		(56 218)	(58 735)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture ⁽²⁾	9.c.	(910)	1 065
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		1 285	1 109
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	6.c.	3 438	(1 404)
Impôts sur gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		(302)	(473)
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO GROUP SA⁽³⁾		(52 707)	(58 438)
• Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA		135 526	194 073
• Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		614	4 018
Ecarts de conversion attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		92	(3 516)
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		136 232	194 575

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017
Impôts sur écarts de conversion		574	-
Impôts sur instruments financiers dérivés de couverture		172	(350)
Impôts sur variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(232)	(342)
Impôts sur écarts actuariels des régimes à prestations définies		(816)	219
IMPOTS SUR GAINS ET PERTES COMPTABILISES EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		(302)	(473)

⁽¹⁾ En 2018 les écarts de conversion proviennent principalement des filiales dont la comptabilité est tenue en Couronne suédoise (SEK). En 2017, les écarts de conversion étaient liés essentiellement aux filiales dont la comptabilité est tenue en US Dollar.

⁽²⁾ Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace.

⁽³⁾ En application d'IFRS 9, la variation de juste valeur des instruments des capitaux propres enregistrée dans les autres éléments du résultat global ne donnera pas lieu à un recyclage futur dans le compte de résultat consolidé.

III. ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017
			Retraité
Goodwill	7.a.	2 490 492	2 478 521
Autres immobilisations incorporelles	7.b.	964 589	957 504
Immobilisations corporelles	7.c.	90 337	88 365
Participations dans les sociétés mises en équivalence	11.a.	7 841	7 565
Actifs financiers		22 656	19 833
Actifs d'impôt différé	10.c.	53 345	62 723
Autres actifs non courants	5.g.	36 626	39 416
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		3 665 886	3 653 927
Stocks	5.e.	188 150	170 573
Clients et créances d'exploitation	5.f.	651 411	556 507
Créances liées à l'activité d'intermédiation	5.l.	243 340	172 708
Autres actifs courants	5.g.	38 293	45 900
Créances d'impôt courant		35 869	21 000
Instruments financiers dérivés	9.c.	15 565	8 303
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	5.l.	461 657	460 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.b.	774 801	595 939
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		2 409 086	2 031 484
TOTAL DES ACTIFS		6 074 972	5 685 411

PASSIF*(en milliers d'euros)*

	Notes	2018	2017 Retraité
Capital		63 145	62 363
Primes d'émission et d'apport		866 617	817 990
Autres réserves		990 301	973 107
Ecart de conversion		(75 480)	(21 908)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	12.a.	1 844 583	1 831 551
Participations ne donnant pas le contrôle		5 595	10 974
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 850 178	1 842 525
Dettes financières à long terme	9.b.	1 864 404	1 549 115
Provisions pour retraites et engagements assimilés	6.c.	21 168	25 132
Autres provisions à long terme	8	23 159	24 417
Passifs d'impôt différé	10.c.	203 620	226 529
Autres dettes non courantes	5.i.	58 798	66 520
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		2 171 149	1 891 713
Dettes financières à court terme	9.b.	465 897	552 619
Autres provisions à court terme	8	15 719	19 026
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	5.h.	626 172	510 708
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	5.l.	665 306	598 323
Dettes diverses courantes	5.j.	252 080	243 501
Dettes d'impôt exigible	10.d.	26 515	24 340
Instruments financiers dérivés	9.c.	1 956	2 656
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		2 053 645	1 951 173
TOTAL DES PASSIFS		4 224 794	3 842 886
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		6 074 972	5 685 411

IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017 Retraité
Résultat de la période		188 847	256 528
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence		(127)	1 419
- Elimination de la charge (produit) d'impôt		51 792	86 161
- Elimination des amortissements et provisions		161 976	110 698
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)		(994)	3 223
- Elimination des résultats de cession d'actifs		292	75
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes		35 492	22 930
- Coût des paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾		197	13 315
Intérêts versés		(23 851)	(15 687)
Impôts payés		(90 193)	(96 921)
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement		323 431	381 741
Stocks		(21 738)	(9 594)
Créances et autres débiteurs		(93 893)	(72 566)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		137 478	19 242
Variation du besoin en fonds de roulement	5.k.	21 847	(62 919)
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands ⁽²⁾		(5 990)	21 003
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		339 288	339 825
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(117 308)	(87 784)
Produit de cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles		726	778
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	3	(35 730)	(1 257 079)
Prêts et avances consentis		(3 283)	(4 337)
Remboursements reçus sur prêts		5 833	7 596
Dividendes reçus		99	6 138
Intérêts encaissés		6 671	7 464
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(142 992)	(1 327 224)
Augmentation de capital ⁽³⁾		-	1 769
(Achats) ventes d'actions propres ⁽³⁾		(86 835)	178
Emissions d'emprunts	9.b.	304 151	919 377
Remboursements d'emprunts	9.b.	(95 485)	(274 791)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾		(93 123)	8 822
Financement du préfinancement marchands ⁽²⁾		4 122	(21 003)
Variation des autres dettes financières	9.b.	(462)	(702)
Effet des instruments financiers dérivés ⁽³⁾		(898)	-
Dividendes versés aux actionnaires ⁽³⁾		(55 026)	(40 479)
Impôts sur les opérations de financement ⁽⁵⁾		4 449	(1 724)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(19 107)	591 447
Incidence de la variation de cours des devises		(3 096)	(18 414)
VARIATION DE TRESORERIE		174 093	(414 671)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		588 572	1 003 243
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		762 665	588 572

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère de disponibilités)	102 996	89 966
Disponibilités	671 805	505 973
Comptes créditeurs de banque	(12 136)	(7 367)
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS	762 665	588 572

(1) En 2018, le coût des paiements fondés sur des actions d'un montant de 0,2 millions d'euros comprend 5,6 millions d'euros payés en instruments de capitaux propres et (5,4) millions d'euros payés en trésorerie.

(2) Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final sont enregistrés en créances liées à l'activité d'intermédiation tandis que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés en fonds liés à l'activité d'intermédiation, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands. La réception et la remise de ces fonds sont des opérations neutres sur les Tableaux des flux de trésorerie Groupe qui sont enregistrées dans des comptes de bilan dédiés à l'actif et au passif, et présentées dans les Etats de la situation financière consolidés du Groupe.

Dans le cadre des activités de Bambora, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié avec un écart possible marginal. L'effet en besoin de trésorerie et son financement immédiat sont inclus dans les activités opérationnelles et dans les opérations de financement du tableau de flux de trésorerie.

(3) Ces éléments du tableau de flux de trésorerie sont sans effet sur l'endettement brut du Groupe (éléments de capitaux propres).

(4) Suite aux rachats des parts des actionnaires minoritaires dans Ingenico Japan Co. Ltd. et Ingenico Holding Asia Ltd., les deux dettes de put ont été soldées.

(5) L'invalidation de la contribution exceptionnelle de 3% sur les dividendes par le conseil constitutionnel a conduit au remboursement par l'administration fiscale d'un montant de 4 millions d'euros hors intérêts.

V. ETATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Ecart de conversion	Part efficace des instruments de couverture	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31 décembre 2016	61 493	762 360	37 827	(607)	(2 745)	844 337	1 702 666	4 238	1 706 904
Ajustements lors de la première application d'IFRS 15 (net d'impôt)			182			(4 756)	(4 574)	(159)	(4 730)
Résultat net 2017 retraité						252 510	252 510	4 020	256 530
Autres éléments du résultat global			(58 917)	715		(418)	(58 620)	(3 520)	(62 140)
Résultat global			(58 735)	715		247 336	189 316	344	189 660
Dividendes versés aux actionnaires ⁽¹⁾						(37 740)	(37 740)		(37 740)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions ⁽²⁾	732	54 004				(54 736)			
Actions propres ⁽³⁾					48	85	133		133
Paielements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions ⁽⁴⁾	138	1 626				8 104	9 868		9 868
Réévaluation des puts ⁽⁵⁾						(35 810)	(35 810)		(35 810)
Dilutions ⁽⁶⁾			(1 000)			3 979	2 979	5 577	8 556
Relutions ⁽⁷⁾						(815)	(815)	815	
Autres ⁽⁸⁾						954	954		954
Solde au 31 décembre 2017 retraité	62 363	817 990	(21 908)	108	(2 697)	975 695	1 831 551	10 974	1 842 525
Ajustements lors de la première application d'IFRS 9 (net d'impôt)						(580)	(580)		(580)
Solde ajusté au 1er janvier 2018	62 363	817 990	(21 908)	108	(2 697)	975 116	1 830 972	10 974	1 841 946
Résultat net 2018						188 233	188 233	614	188 847
Autres éléments du résultat global			(56 218)	(738)		4 249	(52 707)	92	(52 615)
Résultat global			(56 218)	(738)		192 482	135 526	706	136 232
Dividendes versés aux actionnaires ⁽¹⁾						(48 146)	(48 146)	(6 880)	(55 026)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions ⁽²⁾	782	48 627				(49 409)			
Actions propres ⁽³⁾					(86 065)	(505)	(86 570)		(86 570)
Paielements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions ⁽⁴⁾						5 596	5 596		5 596
Réévaluation des puts						5 948	5 948	700	6 648
Relutions ⁽⁵⁾			2 646			6	2 652	95	2 747
Autres						(1 395)	(1 395)		(1 395)
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2018	63 145	866 617	(75 480)	(630)	(88 762)	1 079 693	1 844 583	5 595	1 850 178

2018:

⁽¹⁾ Paiement du dividende en numéraire le 21 juin 2018, soit 1,60 euro par action.

⁽²⁾ Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 781 413 actions.

⁽³⁾ Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 12 Capitaux propres consolidés.

⁽⁴⁾ Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- L'augmentation du capital social et la diminution des primes d'émission et d'apport correspondent à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

⁽⁵⁾ Acquisition des parts minoritaires d'Ingenico Holdings Asia Ltd.

2017 :

⁽¹⁾ Paiement du dividende en numéraire le 12 juin 2017, soit 1,50 euro par action.

⁽²⁾ Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 731 856 actions.

⁽³⁾ Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 12 Capitaux propres.

⁽⁴⁾ Paiements fondés sur des actions :

L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.

L'augmentation du capital social et la diminution des primes d'émission et d'apport correspondent à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

⁽⁵⁾ Réévaluation des puts accordés aux actionnaires minoritaires des filiales Ingenico Holdings Asia Ltd et Ingenico Japan Co. Ltd.

⁽⁶⁾ Cession de 3% d'Ingenico Holdings Asia Ltd à des managers des activités chinoises du Groupe.

⁽⁷⁾ Acquisition des parts minoritaires de Think & Go (via Ingenico Connected Screens).

⁽⁸⁾ Inclus l'effet sur les impôts différés comptabilisés par capitaux propres de la baisse du taux d'impôt français à compter de 2019.

INDEX DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.	LE GROUPE.....	10
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
a.	Première application de la norme IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	12
b.	Première application de la norme IFRS 9 : Instruments financiers.....	17
3.	FAITS MARQUANTS	18
4.	INFORMATION SECTORIELLE.....	19
5.	DONNEES OPERATIONNELLES.....	20
a.	Chiffre d'affaires.....	20
b.	Coûts par nature	21
c.	Autres produits et charges opérationnels.....	23
d.	Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés.....	24
e.	Stocks	26
f.	Clients et créances d'exploitation.....	26
g.	Autres actifs courants et non courants	27
h.	Dettes fournisseurs et autres dettes courantes.....	28
i.	Autres dettes non courantes	28
j.	Dettes diverses courantes.....	28
k.	Réconciliation entre bilan et variation du besoin en fonds de roulement	29
l.	Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation.....	30
6.	AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES).....	31
a.	Frais de personnel	31
b.	Coût des paiements fondés sur des actions	31
c.	Provisions pour retraites et engagements assimilés	33
d.	Transactions avec les parties liées	35
7.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	36
a.	Goodwill	36
b.	Autres immobilisations incorporelles	39
c.	Immobilisations corporelles.....	42
8.	AUTRES PROVISIONS.....	44
9.	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	46
a.	Coût financier net.....	46
b.	Endettement financier net	47
c.	Instruments financiers dérivés	51
d.	Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable.....	53
e.	Gestion des risques financiers	56
10.	IMPÔTS	62
a.	Charge d'impôt.....	63
b.	Preuve d'impôt	63
c.	Impôts différés	64
d.	Dettes d'impôt exigible	65
11.	SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE ET INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	66
a.	Participations dans les entreprises mises en équivalence	66
b.	Intérêts ne donnant pas le contrôle.....	66
12.	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	67
a.	Capitaux propres consolidés.....	67
b.	Résultat par action	68
13.	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	69
14.	PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE	71
15.	EVENEMENTS POST-CLOTURE	73
16.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	73

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. LE GROUPE

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société Ingenico Group SA (ci-après dénommée « la Société ») et de ses filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe »).

Ingenico Group est le leader mondial des solutions de paiement intégrées, et offre des solutions de paiements sur tous les canaux (en magasin, sur mobile, sur Internet et en cross-canal). Son offre s'articule autour de trois marques commerciales : Ingenico Smart Terminals, Ingenico Payment Services, Ingenico ePayments.

Ingenico Group SA est une société française dont les titres ont été admis sur le premier marché de la bourse de Paris dont le siège social est situé à Paris.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 février 2019. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle du 11 juin 2019.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2018 sont établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018.

Les normes internationales comprennent les «International Financial Reporting Standards» (IFRS) publiées par l'«International Accounting Standards Board» (IASB), les «International Accounting Standards» (IAS), les interprétations du «Standing Interpretations Committee» (SIC) et de l'«International Financial Reporting Interpretations Committee» (IFRIC).

Les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1er janvier 2018 et concernant le Groupe sont les suivants :

- Amendements issus des AIP 2014-2016 ;
- Modifications d'IFRS 2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- Interprétation IFRIC 22 : Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ;
- IFRS 15 et Clarification d'IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients ;

Le Groupe a opté pour l'application de la méthode rétrospective complète pour le passage à IFRS 15 et à ce titre a donc commencé à conduire dès 2017 les retraitements de ses comptes annuels qui servent de comparatifs à l'année 2018 ici présentée.

- IFRS 9 : Instruments financiers ;

À l'exception de la comptabilité de couverture, que le Groupe a appliquée de manière prospective, le Groupe a appliqué IFRS 9 rétrospectivement, avec la date d'application initiale du 1er janvier 2018 sans retraitement de l'information comparative qui reste présentée et évaluée suivant la norme IAS 39.

Les modalités d'application ainsi que les impacts compris au sein des états financiers 2018 relativement à l'application de ces deux normes sont détaillés au sein des paragraphes 2.a et 2.b de la présente partie.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC ainsi que par l'Union européennes au 31 décembre 2018, dont l'application n'est pas obligatoire, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles concernent en particulier :

- IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'application d'IFRIC 23 ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

- IFRS 16 : Contrats de location.

Ingenico appliquera la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019. Cette norme traite les contrats de location suivant un modèle unique consistant à enregistrer au passif (dette financière), l'obligation locative (somme des paiements futurs actualisés représentant le droit au paiement du bailleur), et à l'actif (immobilisations), un droit d'utilisation amorti sur la durée des contrats de location (en prenant en compte les périodes optionnelles lorsqu'il est raisonnablement certain de les exercer).

Les actifs de location sont :

- les locations immobilières, Ingenico étant locataire de ses bureaux et entrepôts dans la plupart des villes où il opère ;
- les locations de « data-centers », de véhicules et de matériel de bureau.

Ingenico retient la méthode rétrospective simplifiée qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance. Les locations dont l'actif sous-jacent a une valeur à neuf inférieure à 5000 USD et dont la durée initiale est inférieure ou égale à 12 mois ne seront pas retraités.

Le Groupe a effectué la simulation d'une application de la norme sur ses comptes 2018 à partir d'un inventaire au 30 septembre 2018. Pour les contrats immobiliers, il a été analysé la nature du contrat en séparant les contrats de services des contrats de baux. La prolongation du contrat de location a été prise en compte quand il est raisonnablement certain que l'option de renouvellement sera exercée. Pour les autres contrats, il n'est pas toujours possible de séparer le composant loyer du composant service et dans ce cas c'est la totalité de l'échéance des loyers périodiques qui sert de base au calcul de la dette.

Sur la base de cet inventaire, en projetant les loyers restant à courir et en appliquant des taux d'actualisation correspondant au taux d'endettement incrémental de chaque filiale, l'impact IFRS 16 serait au 1er janvier 2019 une dette de loyers de 100 à 140 millions d'euros et sensiblement le même montant pour l'actif droit d'utilisation. Les montants des paiements minimaux futurs en application d'IAS17 constituent donc une indication relativement bonne du montant futur de la dette financière.

Le compte de résultat de l'année 2018 ne sera pas retraité. Le groupe communiquera les résultats semestriels et annuels de 2019 en intégrant l'application de la norme IFRS 16 et fournira les éléments financiers avant prise en compte de cette nouvelle norme pour permettre la comparaison des performances avec 2018.

Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie de présentation du Groupe. Les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, actifs financiers disponibles à la vente, trésorerie et équivalents de trésorerie, découverts bancaires. Les actifs et passifs liés à un regroupement d'entreprises sont évalués à leur juste valeur à la date du regroupement, cette juste valeur constituant le coût historique dans les comptes du Groupe.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Elles concernent notamment :

- en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires, l'allocation en fonction de la valeur relative de chaque obligation de performance séparable d'un contrat à éléments multiples (note 5) ;
- les tests de perte de valeur sur les actifs (note 7) ;
- les hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises ;
- la charge relative aux paiements fondés sur des actions (note 6) ;
- la détermination de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles (note 7) ;
- les dettes de put (note 5) ;
- les actifs financiers disponibles à la vente (note 5) ;
- les actifs et passifs résultant des contrats de location-financement (note 5) ;
- les estimations des provisions, notamment les litiges (note 8) ;

Ainsi, les résultats réels peuvent différer de ces estimations en fonction des hypothèses retenues et des circonstances.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées de façon permanente sur l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par l'ensemble des entités du Groupe.

Conversion des transactions libellées en devises étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change latents résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des opérations courantes libellées en devises étrangères sont présentés dans le résultat opérationnel courant. Ces opérations courantes sont relatives aux éléments du besoin en fonds de roulement d'exploitation, ainsi que les opérations de couverture associées.

À l'exception des écarts de change issus des opérations courantes décrites ci-dessus, tous les autres écarts de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

Conversion des états financiers exprimés en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros.

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger pour laquelle la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation du Groupe, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, sont convertis en euros en utilisant les taux moyens de la période, sauf en cas de fluctuation importante. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés dans les réserves.

a. Première application de la norme IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et établit un modèle en cinq étapes pour comptabiliser les produits provenant des contrats avec les clients. Selon IFRS 15, les produits sont comptabilisés à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle une entité s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

Le Groupe a adopté IFRS 15 en utilisant la méthode d'adoption rétrospective complète.

L'incidence sur l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 1^{er} janvier 2017 est présentée ci-après.

ACTIF

(en milliers d'euros)	2017	Retraitements IFRS15	2017 Retraité
Goodwill	2 478 521	-	2 478 521
Autres immobilisations incorporelles	957 504	-	957 504
Immobilisations corporelles	88 365	-	88 365
Participations dans les sociétés mises en équivalence	7 565	-	7 565
Actifs financiers	19 833	-	19 833
Actifs d'impôt différé	61 062	1 661	62 723
Autres actifs non courants	39 416	-	39 416
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	3 652 266	1 661	3 653 927
Stocks	170 573	-	170 573
Clients et créances d'exploitation	556 507	-	556 507
Créances liées à l'activité d'intermédiation	172 708	-	172 708
Autres actifs courants	38 776	7 123	45 900
Créances d'impôt courant	21 000	-	21 000
Instruments financiers dérivés	8 303	-	8 303
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	-	460 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	-	595 939
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	2 024 361	7 123	2 031 484
TOTAL DES ACTIFS	5 676 627	8 784	5 685 411

PASSIF

Capital	62 363	-	62 363
Primes d'émission et d'apport	817 990	-	817 990
Autres réserves	981 523	(8 416)	973 107
Ecart de conversion	(22 090)	182	(21 908)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	1 839 786	(8 235)	1 831 551
Participations ne donnant pas le contrôle	11 130	(156)	10 974
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 850 916	(8 391)	1 842 525
Dettes financières à long terme	1 549 115	-	1 549 115
Provisions pour retraites et engagements assimilés	25 132	-	25 132
Autres provisions à long terme	24 417	-	24 417
Passifs d'impôt différé	226 546	(17)	226 529
Autres dettes non courantes	66 520	-	66 520
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 891 730	(17)	1 891 713
Dettes financières à court terme	552 619	-	552 619
Autres provisions à court terme	19 026	-	19 026
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	510 708	-	510 708
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	598 323	-	598 323
Dettes diverses courantes	226 309	17 192	243 501
Dettes d'impôt exigible	24 340	-	24 340
Instruments financiers dérivés	2 656	-	2 656
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 933 981	17 192	1 951 173
TOTAL DES PASSIFS	3 825 711	17 175	3 842 886
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	5 676 627	8 784	5 685 411

ACTIF

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janv. 2017	Retraitements IFRS15	1 ^{er} janv. 2017 Retraité
Goodwill	1 409 291	-	1 409 291
Autres immobilisations incorporelles	488 151	-	488 151
Immobilisations corporelles	74 893	-	74 893
Participations dans les sociétés mises en équivalence	8 636	-	8 636
Actifs financiers	16 633	-	16 633
Actifs d'impôt différé	58 109	810	58 919
Autres actifs non courants	27 491	-	27 491
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 083 204	810	2 084 014
Stocks	172 483	-	172 483
Clients et créances d'exploitation	501 061	-	501 061
Créances liées à l'activité d'intermédiation	28 525	-	28 525
Autres actifs courants	23 972	2 512	26 484
Créances d'impôt courant	26 962	-	26 962
Instruments financiers dérivés	12 444	-	12 444
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	273 086	-	273 086
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 013 854	-	1 013 854
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	2 052 387	2 512	2 054 899
TOTAL DES ACTIFS	4 135 591	3 322	4 138 913

PASSIF

Capital	61 493	-	61 493
Primes d'émission et d'apport	762 360	-	762 360
Autres réserves	840 986	(4 758)	836 228
Ecart de conversion	37 827	182	38 009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	1 702 666	(4 575)	1 698 091
Participations ne donnant pas le contrôle	4 238	(156)	4 082
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 706 904	(4 731)	1 702 173
Dettes financières à long terme	896 440	-	896 440
Provisions pour retraites et engagements assimilés	24 804	-	24 804
Autres provisions à long terme	24 164	-	24 164
Passifs d'impôt différé	133 780	(16)	133 764
Autres dettes non courantes	126 866	-	126 866
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 206 054	(16)	1 206 038
Dettes financières à court terme	243 742	-	243 742
Autres provisions à court terme	29 797	-	29 797
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	504 601	-	504 601
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	301 611	-	301 611
Dettes diverses courantes	119 045	8 069	127 114
Dettes d'impôt exigible	20 036	-	20 036
Instruments financiers dérivés	3 801	-	3 801
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 222 633	8 069	1 230 702
TOTAL DES PASSIFS	2 428 687	8 053	2 436 740
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	4 135 591	3 322	4 138 913

L'incidence sur le compte de résultat consolidé au 31 Décembre 2017 est :

(en milliers d'euros)	2017	Retraitements IFRS 15	2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 510 437	(5 014)	2 505 423
Coût des ventes	(1 475 043)	3 903	(1 471 140)
MARGE BRUTE	1 035 394	(1 111)	1 034 283
Charges commerciales et marketing	(223 891)	-	(223 891)
Frais de recherche et développement	(186 389)	708	(185 681)
Frais administratifs	(223 553)	-	(223 553)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	401 561	(403)	401 158
Autres produits opérationnels	302	-	302
Autres charges opérationnelles	(30 379)	-	(30 379)
RESULTAT OPERATIONNEL	371 484	(403)	371 081
Produits financiers	46 545	-	46 545
Charges financières	(69 410)	(4 108)	(73 519)
RESULTAT FINANCIER	(22 865)	(4 108)	(26 974)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	(1 419)	-	(1 419)
RESULTAT AVANT IMPOTS	347 200	(4 512)	342 688
Impôts sur les bénéfices	(87 013)	852	(86 161)
RESULTAT NET	260 187	(3 659)	256 528

Vente de terminaux de paiement et autres produits

Le produit des contrats conclus par le Groupe avec ses clients pour la vente de terminaux et autres produits représente une obligation de performance. Le Groupe a conclu que ces produits doivent être comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Par conséquent, l'adoption d'IFRS 15 n'a eu aucune incidence sur le moment de la comptabilisation des produits.

Remises sur volume

Le Groupe fournit parfois à ses clients des ristournes prospectives ou rétrospectives sur les produits achetés lorsque la quantité de produits achetés au cours de la période dépasse un seuil spécifié dans le contrat, et sur le nombre ou le montant des transactions quand ce nombre ou ce montant dépasse un seuil spécifié dans le contrat. Les remises sont déduites des montants payables par le client lors des achats subséquents.

- Avant l'adoption de la norme IFRS 15, le Groupe estimait les remises sur volume en fonction des probabilités d'atteinte des seuils.
- En vertu d'IFRS 15, les remises sur volume correspondent à une contrepartie variable qui est estimée en début de contrat et contrainte jusqu'à ce que l'incertitude associée soit résolue par la suite. Ceci conduit donc à un traitement similaire à la pratique antérieure.

Il n'y a donc pas d'ajustement relatif à ces remises sur volume dans l'état de situation financière au 31 décembre 2017.

Vente de services de garantie étendue

Le Groupe fournit des garanties légales selon les lois et pratiques en vigueur dans les différents pays où il opère, qu'il comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, conformément à sa pratique avant l'adoption d'IFRS 15. Dans certains contrats, le Groupe fournit des garanties prolongées d'un an jusqu'à cinq ans qui étaient déjà comptabilisées comme des garanties de type service et enregistrées comme des obligations de prestations distinctes, auxquelles le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé à compter de la fin de la garantie légale. Lors de l'adoption d'IFRS 15, il n'y a donc pas eu de changement dans le mode de comptabilisation des garanties étendues.

Le Groupe a considéré que les paiements des garanties étendues intervenant au début du contrat constituaient une avance reçue des clients contenant une composante de financement tenant compte du délai entre le paiement et la délivrance de l'obligation de prestation « Garantie étendue ».

L'état de la situation financière au 31 décembre 2017 a été retraité au titre de la composante financement, entraînant une augmentation des dettes courantes de 2,7 millions d'euros et une diminution des résultats non distribués s'élevant à 2,3 millions d'euros.

Ventes de services de solutions de paiement

Pour l'exécution de sa prestation complète lors de l'acquisition et le règlement des paiements reçus par carte bancaire par les marchands, le Groupe a recours à des contrats avec des tierces parties (établissements financiers tels que banque émettrice, banque acquéreuse lorsque celle-ci est externe au Groupe et schémas d'organismes de cartes de crédit de type Visa / Mastercard) en charge d'une partie de l'exécution des opérations permettant la bonne fin des transactions. Cette exécution d'une partie des opérations est rémunérée, entre autres, par les commissions d'interchange. Ces commissions sont répercutées à travers la chaîne des intervenants aux transactions et acquittées in fine par le marchand.

Avant l'adoption d'IFRS 15, le Groupe a conclu qu'il était exposé aux avantages et risques significatifs liés à la vente de ce service et donc comptabilisait notamment les commissions d'interchange sur une base brute comme principal. Le revenu comprenait donc le montant des commissions d'interchange qui sont par ailleurs enregistrées en charges dans les comptes du Groupe (en coût des ventes).

Avec l'adoption d'IFRS 15, le Groupe considère qu'il agit toujours en tant que principal. Le Groupe a une position de principal pour l'exécution de ces prestations qui forment un service complet qui inclut le processing du paiement, la bonne fin de la transaction en garantissant la collecte, et le versement du paiement sur le compte bancaire des marchands. La position du Groupe dans la chaîne de paiement en fait le principal obligé dans les transactions conduisant au règlement au marchand du paiement du consommateur final. En effet, le Groupe intègre les différentes étapes qui concourent à la réalisation de cette obligation de performance unique et qui incluent les services rendus par les tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement, dont la banque émettrice. Il existe un lien transformatif entre les différentes étapes dans la mesure où le niveau et la nature des tâches effectuées par Ingenico dépendent des tâches effectuées et informations fournies par les autres tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement.

En exécutant la promesse faite aux clients de leur assurer un paiement garanti leur permettant de délivrer leurs biens ou services aux porteurs de carte, le Groupe remplit une unique obligation de performance de l'acceptation du paiement au versement des fonds sur le compte du marchand. Dès lors, le groupe considère qu'il est en position de contrôler les services fournis par les tierces parties avant que le contrôle du service spécifié ne soit finalement délivré au marchand.

Dans ce cadre, le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement au fur et à mesure de la facturation des transactions processées.

Il n'y a donc pas d'impact sur l'état de la situation financière au 1^{er} janvier et au 31 décembre 2017.

Frais initiaux non remboursables et développements pour le compte des clients

Dans l'activité Retail, avant l'exécution des premières transactions, il est nécessaire de procéder à l'embarquement du client dans les systèmes informatiques du Groupe. Avant l'adoption d'IFRS 15, les revenus associés à ces activités étaient comptabilisés au moment où elles étaient remplies. Avec l'adoption d'IFRS 15, le Groupe a estimé que ces activités ne constituaient pas une obligation de prestation distincte de l'obligation de performance d'assurer un paiement garanti aux clients marchands. En conséquence, les revenus de ces avances non-remboursables font l'objet d'un différé de comptabilisation jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite réparti linéairement sur la durée du contrat avec le client.

D'autre part, pour certains contrats, il est développé préalablement un certain nombre d'applications pour répondre aux besoins spécifiques des clients. Avant l'adoption d'IFRS 15, le revenu de ces contrats de développement était comptabilisé à l'avancement en fonction de jalons techniques. Avec l'adoption d'IFRS 15, il est considéré que les développements effectués dans ce cadre ne constituent pas une obligation de prestation distincte. Aussi, les revenus de ces contrats de développement sont différés jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite reconnu linéairement sur la durée du contrat. Les frais de développements encourus par le Groupe sont à l'inverse capitalisés en tant que coûts de réalisation du contrat jusqu'au démarrage du contrat, puis amortis linéairement sur la durée du contrat.

L'impact sur l'état de situation financière au 31 décembre 2017 est le suivant :

- Une augmentation des dettes courantes de 4,4 millions d'euros et une diminution des résultats non distribués s'élevant à 3,8 millions d'euros.
- une augmentation des dettes courantes de 14,5 millions d'euros (produits différés) et une diminution des résultats non distribués s'élevant à 6,1 millions d'euros,
- Une augmentation des actifs courants de 7,1 millions d'euros (coûts de réalisation de contrat activés).

L'état des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2017 a également été retraité comme suit :

- Une diminution de 8,9 millions d'euros du revenu,
- Une diminution de 3,9 millions d'euros du coût des ventes et de 0,7 million d'euros des frais de R&D.

Autres ajustements

En plus des ajustements décrits ci-dessus, les autres éléments de la situation des états financiers tels que les impôts différés, la charge d'impôts et les bénéfices non répartis ont été ajustés au besoin. De plus, les différences de change sur la conversion des opérations à l'étranger ont également été ajustées.

b. Première application de la norme IFRS 9 : Instruments financiers

IFRS 9 Instruments financiers remplace IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018, regroupant les trois aspects de la comptabilisation des instruments financiers:

- classification et évaluation ;
- dépréciation ;
- comptabilité de couverture.

À l'exception de la comptabilité de couverture, que le Groupe a appliquée de manière prospective, le Groupe a appliqué IFRS 9 rétrospectivement, avec la date d'application initiale du 1er janvier 2018 sans retraitement de l'information comparative qui reste présentée et évaluée suivant la norme IAS 39.

Classement et évaluation des instruments financiers

L'application rétrospective du volet « Classement et évaluation des instruments financiers » n'a pas eu d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers détenus au 1^{er} janvier 2018.

Dépréciation des actifs financiers

L'adoption d'IFRS 9 a modifié la comptabilisation des pertes de valeur des actifs financiers par le Groupe en remplaçant l'approche des pertes encourues selon IAS 39 par une approche prospective des pertes sur créances attendues («Expected Credit Losses» ou «ECL»).

IFRS 9 exige que le Groupe comptabilise une dépréciation ECL au titre des créances clients, prêts et autres actifs financiers correspondant à des instruments de dette qui ne sont pas détenus à la juste valeur (changes in «Fair Value through Profit and Loss» ou «FVPL»).

Les ECL sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus conformément au contrat et tous les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir. Le manque à gagner est ensuite actualisé au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour les créances clients et autres débiteurs, le Groupe a appliqué l'approche simplifiée de la norme et a calculé les ECL en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie (les créances ont généralement une échéance inférieure à 12 mois). Le Groupe a ainsi établi des méthodes de dépréciation basées sur des ratings interne et externes ou sur l'historique des pertes de crédit du Groupe, ajustées des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique.

En l'absence d'autres éléments probants, le Groupe considère un actif financier en défaut lorsque le paiement contractuel est en souffrance depuis 90 jours. Toutefois, dans certains cas, le Groupe peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque des informations internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que le Groupe reçoive intégralement les montants contractuels en circulation avant de prendre en compte les éventuelles augmentations de crédit détenues par le Groupe.

L'adoption des dispositions ECL d'IFRS 9 a entraîné une augmentation des dépréciations des actifs financiers, et un ajustement aux bénéfices non répartis. L'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2018 a été retraité, entraînant des diminutions des créances clients et autres débiteurs et des bénéfices non distribués de 1 million d'euros.

Comptabilité de couverture

Le Groupe a choisi d'appliquer les nouvelles dispositions d'IFRS 9 sur la comptabilité de couverture à compter du 1er janvier 2018. Cette application est effectuée de manière prospective. Elle n'a pas eu d'impact sur les relations de couverture désignées antérieurement. L'application des nouvelles dispositions d'IFRS 9 en matière de couverture n'a donc pas eu d'impact significatif sur les états financiers.

3. FAITS MARQUANTS

Acquisition de Paymark

En novembre 2018, la dernière condition suspensive à l'acquisition a été levée, et le 11 janvier 2019 Ingenico Group a finalisé l'acquisition de Paymark, réseau néo-zélandais de paiement électronique, annoncée le 17 janvier 2018, pour un montant total de 191 millions de dollars néo-zélandais.

Acquisition d'Airlink

Le 2 février 2018, le Groupe a clôturé l'acquisition d'Airlink, distributeur à valeur ajoutée de solutions de paiement basé à Taiwan. Airlink fournit aux acquéreurs et retailers des terminaux de paiement et des services associés tels que l'installation, la maintenance et le développement logiciel. Les comptes de cette société sont consolidés dans ceux du Groupe au 31 Décembre 2018.

Rachat des parts de Fosun dans les activités chinoises du Groupe

Conformément aux accords d'actionnaires conclus le 7 mai 2015 avec Fosun, le Groupe a procédé le 22 janvier 2018 au rachat des 20% détenus par Fosun dans Ingenico Holdings Asia au prix déterminé de 104,6 millions de dollars. Suite à cette opération, Ingenico Group détient 97% du holding détenteur des sociétés chinoises du Groupe.

Fusion de BS PAYONE avec les actifs DACH d'Ingenico Retail

Comme annoncé le 30 mai 2018, le Groupe a finalisé le closing de la combinaison de BS PAYONE, une filiale de Sparkassen-Finanzgruppe, avec les actifs du secteur Retail d'Ingenico dans la région DACH (Allemagne, Autriche, Suisse), le 8 janvier 2019 après avoir reçu l'ensemble des autorisations réglementaires.

La joint-venture, renommée Ingenico Payone Holding GmbH, sera détenue à 48% par le groupe Deutscher Sparkassenverlag et à 52% par le Groupe Ingenico. En conséquence, l'entité sera intégralement consolidée dans les comptes d'Ingenico Group à compter de janvier au sein de l'actuel secteur Retail.

Sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit)

Depuis juin 2016 et l'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, une forte variation de certains indicateurs économiques tels que les taux d'intérêts, le cours des actions de nombreuses sociétés anglaises et le taux de change de la livre sterling a été enregistrée. La baisse de la livre sterling a impacté marginalement le chiffre d'affaires et le résultat des filiales anglaises du Groupe.

Au 31 décembre 2018, le Brexit n'a pas entraîné de dépréciation d'actif ou de charge de restructuration pour le Groupe. Le Groupe continue de suivre les discussions entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs constituent des centres de profit pour lesquels il existe une mesure complète de la performance. Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le comité exécutif, principal décideur opérationnel tel que défini par IFRS 8.

Chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant par activité et secteur

(en milliers d'euros)	2018		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 304 882	1 338 518	2 643 400
Terminaux et services liés			1 545 736
Transactions			1 097 664
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	246 495	79 945	326 440

(en milliers d'euros)	2017 Retraité		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 413 794	1 091 628	2 505 423
Terminaux et services liés			1 658 084
Transactions			847 339
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	342 175	58 984	401 158

En 2017, le chiffre d'affaires réalisé par les entités françaises du Groupe s'élevait à 260,4 millions d'euros. Il se monte à 259,3 millions d'euros pour l'année 2018.

En 2018, le chiffre d'affaires réalisé par les entités situées dans les pays significatifs du Groupe (Pays-Bas, Chine) s'élève en cumul à 745,3 millions d'euros.

Charges sans contrepartie en trésorerie

(en milliers d'euros)	2018		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Charges d'amortissement	26 156	138 848	165 004
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et paiements fondés en actions	(408)	(2 423)	(2 831)

(en milliers d'euros)	2017 Retraité		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Charges d'amortissement	35 694	89 327	125 021
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et paiements fondés en actions	(1 750)	742	(1 008)

5. DONNEES OPERATIONNELLES

a. Chiffre d'affaires

Vente de terminaux de paiement et autres produits assimilés

Le produit des contrats conclus par le Groupe avec ses clients pour la vente de terminaux et autres produits représente une obligation de performance. Les produits sont comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Dans le cas où d'autres promesses contractuelles sont des obligations de performances séparées, une portion du prix de transaction leur est allouée.

Vente de services de garantie étendue

Le Groupe fournit des garanties légales selon les lois et pratiques en vigueur dans les différents pays où il opère, qu'il comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels.

Le Groupe fournit également des garanties prolongées de un à cinq ans qui sont comptabilisées comme des garanties de type service et enregistrées comme des obligations de prestations distinctes, auxquelles le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé à compter de la fin de la garantie légale.

Prix de transaction

Pour déterminer le prix de transaction de la vente d'un équipement ou d'un service associé, le Groupe considère les effets des rémunérations variables, l'existence d'un composant financier et, le cas échéant, les paiements faits au client.

Si la contrepartie dans un contrat inclut un montant variable, le Groupe estime le montant de la contrepartie auquel il a droit en échange du transfert des biens au client. La contrepartie variable est estimée au début du contrat et contrainte jusqu'à ce que l'incertitude associée soit résolue. Les remises sur volumes sont des contreparties variables qui peuvent parfois être fournies par le Groupe à ses clients sur les produits achetés sous certaines conditions. Ces remises sont déduites des montants payables par le client lors des achats subséquents.

Le Groupe reçoit des avances de ses clients pour certains services, notamment les paiements des garanties étendues intervenant au début du contrat. Ces paiements constituent une avance reçue des clients contenant une composante de financement significative tenant compte du délai entre le paiement et la délivrance de l'obligation de prestation « Garantie étendue ».

Ventes de services de solutions de paiement

Quand une tierce partie est impliquée dans la fourniture de biens ou services, le Groupe détermine s'il agit en tant que principal ou agent en évaluant la nature de sa promesse au client. Le Groupe est le principal dans la transaction et enregistre le revenu sur une base brute s'il contrôle les biens et services promis avant leur transfert au client.

Pour l'exécution de sa prestation d'acquisition et de règlement des paiements reçus par carte bancaire par les marchands, le Groupe a recours à des contrats avec des tierces parties (notamment établissements financiers, et schémas d'organismes de cartes de crédit) en charge d'une partie de l'exécution des opérations permettant la bonne fin des transactions. Cette partie d'exécution est rémunérée, entre autres, par les commissions d'interchange. Ces commissions sont répercutées à travers la chaîne des intervenants aux transactions et acquittées in fine par le marchand.

Le Groupe considère qu'il agit en tant que principal pour l'exécution de ces prestations qui forment un service complet qui inclut le processing du paiement, la bonne fin de la transaction en garantissant la collecte, et le versement du paiement sur le compte bancaire des marchands. La position du Groupe dans la chaîne de paiement en fait le principal obligé dans les transactions conduisant au règlement au marchand du paiement du consommateur final. En effet, le Groupe intègre les différentes étapes qui concourent à la réalisation de cette obligation de performance unique et qui incluent les services rendus par les tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement, dont la banque émettrice. Il existe un lien transformatif entre les différentes étapes dans la mesure où le niveau et la nature des tâches effectuées par Ingenico dépendent des tâches effectuées et informations fournies par les autres tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement.

En exécutant la promesse faite aux clients de leur assurer un paiement garanti leur permettant de délivrer leurs biens ou services aux porteurs de carte, le Groupe remplit une unique obligation de performance de l'acceptation du paiement au versement des fonds sur le compte du marchand. Dès lors, le groupe considère qu'il est en position de contrôler les services fournis par les tierces parties avant que le contrôle du service spécifié ne soit finalement délivré au marchand.

Frais initiaux non remboursables et développements pour le compte des clients

Dans l'activité Retail, avant l'exécution des premières transactions, il est nécessaire de procéder à l'embarquement du client dans les systèmes informatiques du Groupe. Cette activité ne constitue pas une obligation de prestation distincte de l'obligation de performance d'assurer un paiement garanti aux clients marchands. Les revenus de ces avances non-remboursables font l'objet d'un différé de comptabilisation jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite réparti linéairement sur la durée du contrat avec le client.

Aussi il est parfois développé préalablement un certain nombre d'applications pour répondre aux besoins spécifiques de certains clients. Le Groupe considère que ces développements effectués dans ce cadre ne constituent pas une obligation de prestation distincte. Aussi, les revenus de ces contrats de développement sont différés jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite reconnu linéairement sur la durée du contrat. Les frais de développements encourus par le Groupe sont capitalisés en tant que coûts de réalisation du contrat jusqu'au démarrage du contrat, puis amortis linéairement sur la durée du contrat.

Les revenus du Groupe comptabilisés au titre des contrats avec les clients ont été ventilés par catégorie d'obligation de performance.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Ventes de Terminaux, accessoires, transports	1 282 369	1 445 191
Services associés au terminal	263 367	212 893
Processing et acquisitions de paiement	1 056 004	778 926
Services au processing	41 660	68 413
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 643 400	2 505 423

Dans le cadre de ses activités, le Groupe a enregistré dans le coût des ventes un montant de commission d'interchange de 323,1 millions d'euros au 31 décembre 2018.

b. Coûts par nature

Le groupe présentant son compte de résultat par fonction, cette note détaille le montant des principales charges opérationnelles par nature.

Les charges d'amortissements et de dépréciations s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Dotations / (Reprises)		
Amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles	129 804	93 645
Amortissements et dépréciations immobilisations corporelles	35 194	31 376
Dépréciations des stocks	9 316	321
Dépréciations des comptes clients	(12 395)	(2 466)
TOTAL	161 919	122 876

Les dépréciations de stocks ne se réfèrent qu'aux stocks effectivement détenus et comptabilisés. Le Groupe est engagé auprès de ses fournisseurs (EMS) sur des commandes fermes de composants ou de terminaux, mais ces commandes ne constituent pas des stocks. En revanche, lorsqu'il existe un risque de non-vente des composants ou terminaux commandés chez les fournisseurs, le Groupe enregistre une provision pour risque décrite en note 8 Autres provisions. Lors de la comptabilisation de l'achat du stock auprès des EMS, cette provision pour risque (passif comptable) devient une dépréciation sur stock (à l'actif du bilan).

Le coût des ventes s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Coût des terminaux et services liés	(877 040)	(884 636)
Coût des transactions	(771 565)	(586 504)
TOTAL COUT DES VENTES	(1 648 605)	(1 471 140)

La part des frais de développement activés est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Montant de développements activés	48 473	32 135
Total des dépenses de R&D (charges et investissements) ⁽¹⁾	219 656	217 816
PART DES FRAIS DE R&D ACTIVES (en %)	22%	15%

⁽¹⁾ Net principalement des 5,6 millions d'euros correspondant au crédit d'impôt recherche français et des 11,1 millions d'euros provenant d'autres dispositifs à l'étranger ayant un effet équivalent sur les dépenses de recherche et de développement (respectivement 4,7 millions d'euros et 13,2 millions d'euros en 2017).

Les dépenses de R&D du Groupe sont essentiellement constituées des projets suivants :

- Au siège, des projets de développement de nouveaux terminaux et de systèmes d'exploitation, ainsi que des projets d'évolution des terminaux déjà vendus.
- Des projets de services rattachés aux paiements, type Axis. Il s'agit essentiellement de développement de logiciels.
- Chez les filiales distributrices de terminaux, des projets de R&D existent pour développer les applications installées sur les terminaux, en respect des régulations et normes locales.
- Chez les filiales qui vendent des services de paiement (essentiellement au sein du secteur Retail), les projets de R&D ont généralement pour but l'amélioration des plateformes informatiques opérant les services de transactions. Ceci explique la hausse des développements activés en 2018, portant principalement sur la technologie liée aux prestations d'acquisition.

En conformité avec la norme IAS 38, les dépenses de R&D capitalisées en relation avec les terminaux se limitent aux développements de nouveaux terminaux. Il s'agit de développement de nouveaux produits, et non d'améliorations, ni de maintenance ni d'adaptations de produits ou logiciels existants.

c. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont des produits ou des charges non récurrents par nature, c'est-à-dire des produits ou des charges qui ont un caractère inhabituel et un montant matériel. En conséquence, les autres produits et charges opérationnels incluent les plus ou moins-values sur cession de sociétés consolidées ou d'activités, les plus-values et les moins-values de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration approuvées par la direction et ayant fait l'objet d'une communication externe, les coûts des litiges, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises, les dépréciations d'actifs et de goodwill, les frais d'intégration des filiales nouvellement acquises, les ajustements des dettes d'earn-out relatives à ces acquisitions, et les réévaluations à la juste valeur des participations précédemment détenues par le Groupe dans une entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, considérés comme non récurrents.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Frais de restructuration et relatifs aux regroupements d'entreprise	(40 330)	(29 314)
Litiges	-	175
Autres	(7 685)	(938)
TOTAL	(48 015)	(30 077)

Pour l'année 2018, les autres produits et charges opérationnels comprennent essentiellement des charges de restructuration et regroupements d'entreprise au sein du Groupe pour un montant total de 40,3 millions d'euros, dont notamment :

- Les charges de réorganisation au sein du Groupe pour un montant de 34,5 millions d'euros,
- Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et de cessions pour un montant de 5,8 millions d'euros.

Pour l'année 2017, les autres produits et charges opérationnels comprenaient essentiellement des charges de restructuration au sein du Groupe pour un montant total de 29,3 millions d'euros, dont notamment :

- Les charges de réorganisation au sein du Groupe pour un montant de 9,0 millions d'euros,
- Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et de cessions pour un montant de 20,3 millions d'euros ;

d. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés

L'objectif de cette note est de faire le lien entre les indicateurs de performance utilisés en communication financière et les états financiers consolidés du Groupe.

L'EBITDA est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions.

L'EBIT correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisition affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué des éléments cash des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

(en milliers d'euros)	2018		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors free cash-flow
Résultat de la période	188 847	188 847	-
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence	(127)	(127)	-
- Elimination de la charge (produit) d'impôt	51 792	51 792	-
- Elimination des amortissements et provisions	161 976	161 976	-
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)	(994)	1 984	(2 978)
- Elimination des résultats de cession d'actifs	292	292	-
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	35 492	35 492	-
- Coût des paiements fondés sur des actions	197	197	-
Intérêts versés	(23 851)	(23 851)	-
Impôts payés	(90 193)	(90 193)	-
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement	323 431		
Stocks	(21 738)	(21 738)	-
Créances et autres débiteurs	(93 893)	(93 893)	-
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	137 478	137 478	-
Variation du besoin en fonds de roulement	21 847		-
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands	(5 990)	-	(5 990)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	339 288		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(117 308)	(117 308)	-
Produit de cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles	726	726	-
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(35 730)	-	(35 730)
Prêts et avances consentis	(3 283)	-	(3 283)
Remboursements reçus sur prêts	5 833	-	5 833
Dividendes reçus	99	-	99
Intérêts encaissés	6 671	6 671	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(142 992)		

(en milliers d'euros)	2018		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors free cash-flow
Augmentation de capital	-	-	-
(Achats) ventes d'actions propres	(86 835)	-	(86 835)
Emissions d'emprunts	304 151	-	304 151
Remboursements d'emprunts	(95 485)	-	(95 485)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	(93 123)	-	(93 123)
Financement du préfinancement marchands	4 122	-	4 122
Variation des autres dettes financières	(462)	-	(462)
Effet des instruments financiers dérivés	(898)	-	(898)
Dividendes versés aux actionnaires	(55 026)	-	(55 026)
Impôts sur les opérations de financement	4 449	-	4 449
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(19 107)		
Incidence de la variation de cours des devises	(3 096)	-	(3 096)
VARIATION DE TRESORERIE	174 093		
Free Cash Flow		238 345	

(en milliers d'euros)	2018					
	Compte de résultat consolidé	Amortissement Purchase Price Allocation	Réconciliation avec l'EBIT	Coûts des paiements fondés sur des actions	Autres charges d'amortissement et dotations aux provisions	Réconciliation avec l'EBITDA
Chiffre d'affaires	2 643 400	-	2 643 400	-	-	2 643 400
Coût des ventes	(1 648 605)	32 142	(1 616 463)	595	20 289	(1 595 579)
Marge Brute	994 795					
Charges commerciales et marketing	(249 718)	57 574	(192 144)	764	1 722	(189 658)
Frais de recherche et développement	(171 183)	-	(171 183)	148	35 097	(135 938)
Frais administratifs	(247 454)	-	(247 454)	(1 310)	14 083	(234 681)
Résultat opérationnel courant	326 440					
EBIT			416 156			
EBITDA						487 544

e. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur nette de réalisation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Matières premières et consommables	41 855	35 941
Produits finis	170 599	150 140
Dépréciations des matières premières et consommables	(6 807)	(5 393)
Dépréciations des produits finis	(17 497)	(10 115)
MONTANTS NETS	188 150	170 573

f. Clients et créances d'exploitation

Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Généralement, la juste valeur correspond à la valeur nominale, compte tenu du faible délai de paiement, sauf dans le cas des locations financement. En conformité avec IFRS 9, le Groupe suit une approche prospective simplifiée et comptabilise une provision pour pertes sur créances déterminée en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances. Le Groupe a ainsi établi des méthodes de dépréciation basées sur des ratings internes et externes, ou sur l'historique des pertes, ajustés des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique.

Les clients et créances d'exploitation s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Créances clients sur ventes de biens et services	591 488	530 694
Créances financières liées aux locations-financement	24 281	24 899
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	54 367	30 321
Autres créances	16 093	18 125
Provisions pour pertes sur créances	(33 596)	(39 864)
Provisions sur créances liées aux locations-financement	(829)	(464)
Provisions sur autres créances	(393)	(7 204)
TOTAL	651 411	556 507

La balance âgée des créances commerciales se présente ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clôture	Non échus	2018		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	591 488	488 737	65 930	16 133	20 689
Provisions pour pertes sur créances	(33 596)	(19 991)	(2 248)	(406)	(10 950)
NET	557 892	468 746	63 682	15 727	9 739

Les créances échues à plus de 180 jours (9,7 millions d'euros) concernent principalement des clients de Fujian Landi (4,2 millions d'euros). Aucune de ces créances ne correspond à des situations de litiges et le Groupe n'anticipe pas de difficulté de recouvrement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clôture	Non échus	2017		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	530 694	379 083	116 137	10 339	25 135
Provisions pour créances douteuses	(39 864)	(4 657)	(21 014)	(1 936)	(12 257)
NET	490 830	374 426	95 123	8 403	12 878

g. Autres actifs courants et non courants

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les autres actifs courants comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Charges constatées d'avance	20 016	24 069
Actifs de contrat	7 715	7 123
Prêts, cautionnements et autres actifs financiers	10 562	14 708
TOTAL	38 293	45 900

Les Actifs de contrat correspondent aux coûts de réalisation de contrat activés.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les autres actifs non courants comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Autres créances	1 573	1 672
Créances financières liées aux locations-financement	23 782	23 362
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	8 473	9 461
Créances d'impôt sur les sociétés	658	2 972
Charges constatées d'avance	2 140	1 949
TOTAL	36 626	39 416

h. Dettes fournisseurs et autres dettes courantes

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Dettes fournisseurs	455 295	359 752
Autres dettes d'exploitation	170 877	150 956
- Dont avances versées par les clients	6 019	8 934
- Dont dettes fiscales hors impôts sur les sociétés	43 355	20 235
- Dont dettes sociales	121 503	121 787
TOTAL	626 172	510 708

i. Autres dettes non courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Dettes sociales	15 456	19 706
Passifs de contrat	33 776	28 169
Autres dettes	9 565	18 645
TOTAL	58 798	66 520

La diminution des dettes non courantes est liée principalement à l'annulation de l'engagement d'achat des titres des actionnaires minoritaires d'Ingenico Japan Co.Ltd.

Les passifs de contrat proviennent des filiales distributrices de terminaux pour des revenus différés à plus d'un an sur des garanties vendues.

Par ailleurs, les dettes non courantes comprennent des dettes d'earn-out, soit des compléments de prix à verser dans le cadre d'acquisitions passées chez Bambora.

j. Dettes diverses courantes

Les dettes diverses s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Passifs de contrat	154 574	141 434
Autres dettes	97 506	102 067
TOTAL	252 080	243 501

Les passifs de contrat proviennent des filiales distributrices de terminaux pour des revenus différés sur des garanties vendues et pour des marchandises facturées mais non encore livrées.

Au 31 décembre 2018, les autres dettes courantes sont constituées à hauteur de 89,5 millions de la dette vis-à-vis des vendeurs de Paymark.

Au 31 décembre 2017, les autres dettes courantes comprenaient un engagement d'achat de titres (put) vis-à-vis de Fosun qui a été réglée au premier semestre 2018.

k. Réconciliation entre bilan et variation du besoin en fonds de roulement

Postes du bilan (en milliers d'euros)	2018					
	1er janv.	Variation nette du BFR	Variation de flux de trésorerie hors BFR	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres mouvements	31 déc.
Stocks	(1)	170 573	21 738	-	434	188 150
Clients et créances d'exploitation		556 507	95 197	-	2 378	651 411
Autres actifs non courants		39 416	463	(1 994)	-	36 626
Autres actifs courants		45 900	(1 768)	(4 523)	345	38 293
Créances et autres débiteurs	(2)	641 822	93 893	(6 517)	2 723	726 328
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		510 708	117 972	(2 344)	2 966	626 172
Autres dettes non courantes		66 520	8 485	(12 969)	-	58 798
Dettes diverses		243 501	11 021	(7 018)	139	252 080
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(3)	820 729	137 478	(22 331)	3 105	937 057
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENTS	-(1)-(2)+(3)		21 847			

Postes du bilan (en milliers d'euros)	2017 Retraité					
	1er janv.	Variation nette du BFR	Variation de flux de trésorerie hors BFR	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres mouvements	31 déc.
Stocks	(1)	172 483	9 594	-	2 573	170 573
Clients et créances d'exploitation		501 061	70 481	-	21 211	556 507
Autres actifs non courants		27 491	254	563	2 149	39 416
Autres actifs courants		23 972	1 831	(6 236)	18 846	45 900
Créances et autres débiteurs	(2)	552 524	72 566	(5 673)	42 206	641 823
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		504 601	1 544	(1 285)	30 026	510 708
Autres dettes non courantes		126 866	(5 726)	5 641	12 343	66 520
Dettes diverses		119 045	23 424	3 344	6 036	243 501
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(3)	750 512	19 242	7 700	48 405	820 729
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-(1)-(2)+(3)		(62 918)			

I. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation

Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final ainsi que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés à l'actif du bilan dans des comptes dédiés, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands.

Au bilan on distingue deux postes d'actifs :

- Les créances sur les émetteurs de cartes de crédit, au titre des transactions réalisées pour le compte de marchands, mais non encore réglées par les sociétés émettrices des cartes,
- Les fonds reçus, au titre des transactions non encore réglées aux marchands et des transactions remboursables aux consommateurs.

Au passif du bilan, les dettes liées à l'activité d'intermédiation comprennent principalement :

- Les dettes au titre des fonds provenant des consommateurs qui n'ont pas encore été transférés aux marchands,
- Les dettes au titre des dépôts de garantie de marchands.

Les fonds ne peuvent être utilisés par le Groupe pour financer ses propres besoins de trésorerie.

Dans le cadre des activités de Bambora, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié avec un écart possible marginal. Celui-ci est inclus dans les dettes financières à court terme au bilan.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Créances liées à l'activité d'intermédiation	243 340	172 708
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	461 657	460 555
TOTAL DES ACTIFS LIES À L'ACTIVITÉ D'INTERMÉDIATION	704 997	633 263
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	665 306	598 323
Financement du préfinancement marchands	37 663	34 940
TOTAL DES PASSIFS LIES À L'ACTIVITÉ D'INTERMÉDIATION	702 969	633 263

6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)

a. Frais de personnel

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Traitements et salaires	436 411	393 934
Charges sociales	108 157	103 857
Coût des services rendus sur régimes à prestations définies	2 643	2 162
Coût des paiements fondés sur des actions	197	13 315
TOTAL	547 408	513 268

b. Coût des paiements fondés sur des actions

Juste valeur des actions gratuites attribuées

Le Groupe évalue la juste valeur des biens ou services reçus pendant la période en se fondant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués (cours de l'action à la date d'attribution).

Incidence sur les états financiers

La juste valeur des actions gratuites attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. Les actions gratuites sont valorisées selon les méthodes habituellement utilisées et adaptées aux modalités des plans d'attribution concernés, en tenant compte des termes et conditions définis au moment de leur attribution (Black & Scholes et/ou Monte-Carlo). Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre réel des actions acquises pour la part correspondant aux conditions de performance interne.

Autres paiements basés sur des actions

Le Groupe peut attribuer à certains de ses salariés des rémunérations indexées sur le cours de l'action Ingenico Group SA, ou des actions d'autres entités du Groupe, et réglées en trésorerie.

Ces droits à l'appréciation d'actions sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des sommes à verser est étalée en charges en résultat opérationnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie des autres dettes. Cette dette est réévaluée à sa juste valeur par résultat jusqu'à son règlement.

2018						
(en milliers d'euros)	Date du Conseil d'administration	Options/ Actions en circulation au 1er janvier	Options/ Actions attribuées au cours de l'exercice	Options Exercées/ Actions acquises sur la période	Autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre
Actions gratuites	29/10/2014	10 300	-	(9 550)	(750)	-
Co-investissement	29/10/2014	24 160	-	(21 830)	(2 330)	-
Actions gratuites	29/07/2015	53 800	-	-	(7 200)	46 600
Actions gratuites	22/10/2015	800	-	-	-	800
Actions gratuites	29/07/2016	18 610	-	-	(4 094)	14 516
Actions gratuites	10/05/2017	23 639	-	-	(14 334)	9 305
Co-investissement	20/06/2017	89 710	-	-	(17 020)	72 690
Actions gratuites	20/06/2017	22 400	-	-	(3 200)	19 200
Actions gratuites	28/08/2017	18 200	-	-	(1 600)	16 600
Actions gratuites	16/05/2018	-	192 910	-	(27 546)	165 364
Co-investissement	28/08/2017	19 950	-	-	(1 810)	18 140
Co-investissement	16/05/2018	-	226 264	-	-	226 264
TOTAL		281 569	419 174	(31 380)	(79 884)	589 479

2017						
(en milliers d'euros)	Date du Conseil d'administration	Options/ Actions en circulation au 1er janvier	Options/ Actions attribuées au cours de l'exercice	Options Exercées/ Actions acquises sur la période	Autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre
Actions gratuites	29/10/2014	11 150	-	-	(850)	10 300
Co-investissement	29/10/2014	35 320	-	-	(11 160)	24 160
Actions gratuites	29/07/2015	177 900	-	(112 600)	(11 500)	53 800
Actions gratuites	22/10/2015	2 000	-	(1 200)	-	800
Actions gratuites	29/07/2016	18 610	-	-	-	18 610
Actions gratuites	10/05/2017	-	23 639	-	-	23 639
Co-investissement	20/06/2017	-	89 710	-	-	89 710
Actions gratuites	20/06/2017	-	24 000	-	(1 600)	22 400
Actions gratuites	28/08/2017	-	23 200	-	(5 000)	18 200
Co-investissement	28/08/2017	-	26 000	-	(6 050)	19 950
TOTAL		244 980	186 549	(113 800)	(36 160)	281 569

En 2018, le Groupe a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions et des plans de co-investissement. L'attribution des actions est conditionnée à des critères de présence et de performance interne et externe. Le nombre maximum d'actions gratuites à attribuer est de 419 174.

Les principales caractéristiques des plans de rémunération sont décrites dans le chapitre 3 du document de référence.

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel du paiement en instruments de capitaux propres au titre de l'exercice 2018 s'élève à 5,6 millions d'euros (contre 8,1 millions d'euros en 2017).

La charge relative aux autres paiements en trésorerie basés sur des actions s'élève quant à elle à (5,4) millions d'euros en 2018 en raison des annulations sur la période, contre 5,2 millions d'euros en 2017.

c. Provisions pour retraites et engagements assimilés

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes post-emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme, évaluée séparément pour chaque régime, est déterminée par différence entre la valeur actualisée de l'engagement et la juste valeur des actifs du régime.

Le taux d'actualisation est égal au taux à la date de clôture, fondé sur les obligations de première catégorie dont la date d'échéance est proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par des actuaires indépendants, la méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées. Le montant de l'engagement du régime est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite, en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté des bénéficiaires estimés participer au régime à cette date.

L'intégralité de l'engagement vis-à-vis des salariés est immédiatement comptabilisée. Les gains et pertes actuariels générés durant l'exercice sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Le rendement des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation de l'engagement.

Il existe deux catégories de régimes de retraite :

Régimes à cotisations définies

Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Benelux, Allemagne, Italie et Espagne), aux Etats-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique. Ces régimes font l'objet de versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite qui sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Régimes à prestations définies

Il existe deux natures de régime à prestations définies comptabilisées dans les provisions pour retraites et engagements assimilés :

- les régimes à prestations définies non couverts par des actifs : dans le cadre de ces régimes, des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont constatées au passif du bilan dans le compte « provisions pour retraites et engagements assimilés ».
- les régimes à prestations définies couverts par des actifs (ou régimes financés). Des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont également constatées au passif du bilan, diminuées de la valeur des actifs.

Les provisions comptabilisées par le Groupe concernent :

- des services de retraite complémentaire (Royaume-Uni, Allemagne, Belgique) ;
- des indemnités de fin de carrière ou de cessation de service (France, Italie, Turquie, Pays-Bas) ;
- des primes d'ancienneté (Pays Bas).

Les montants d'engagement des régimes à prestations définies ont été déterminés par des actuaires qualifiés.

Aucune obligation à long terme au titre des régimes médicaux n'existe dans le Groupe.

La variation des provisions pour retraites et engagements assimilés se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2018						
	Plans non couverts par des actifs						
	France	Allemagne	Italie	Turquie	Pays-Bas	Autres	Total
	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	
Au 1er janvier	10 234	5 248	3 385	251	50	1 520	20 688
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion et autres	-	-	-	(61)	-	(79)	(140)
Coût des services rendus	1 200	43	366	25	-	263	1 896
Coût financier	-	85	54	23	-	176	338
Prestations versées	(384)	(137)	(194)	(98)	-	(5)	(818)
Ecarts actuariels	(1 497)	(37)	(15)	36	-	143	(1 371)
Au 31 décembre	9 552	5 202	3 596	176	50	2 018	20 593

(en milliers d'euros)	2018					2018
	Plan couvert par des actifs					Total
	Grande Bretagne		Belgique		Total	Provision au bilan
	Obligations	Actifs	Obligations	Actifs		
Au 1er janvier	33 733	(29 382)	2 474	(2 381)	4 444	25 132
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion et autres	(239)	246	13	-	20	(121)
Rendement des actifs	-	(726)	-	(49)	(775)	(775)
Coût des services rendus	112	-	635	-	747	2 643
Coût financier	806	-	56	-	863	1 201
Prestations versées	(370)	370	(92)	43	(48)	(866)
Contributions aux fonds	-	(2 035)	-	(572)	(2 607)	(2 607)
Ecarts actuariels	(3 873)	1 851	(94)	48	(2 068)	(3 438)
Au 31 décembre	30 170	(29 677)	2 992	(2 910)	575	21 168

(en milliers d'euros)	2017						
	Plans non couverts par des actifs						
	France	Allemagne	Italie	Turquie	Pays-Bas	Autres	Total
	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	
Au 1er janvier	8 575	5 444	3 317	184	52	854	18 426
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	220	220
Différence de conversion et autres	-	-	-	(42)	-	(134)	(176)
Coût des services rendus	848	49	352	20	-	280	1 549
Coût financier	141	89	53	20	-	53	356
Prestations versées	(189)	(134)	(93)	(28)	(2)	(27)	(473)
Ecarts actuariels	859	(200)	(244)	97	-	274	786
Au 31 décembre	10 234	5 248	3 385	251	50	1 520	20 688

(en milliers d'euros)	2017					2017
	Plan couvert par des actifs					Total
	Grande Bretagne		Belgique		Total	Provision au bilan
	Obligations	Actifs	Obligations	Actifs		
Au 1er janvier	32 793	(26 541)	1 944	(1 818)	6 378	24 804
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	220
Différence de conversion et autres	(1 172)	975	-	-	(197)	(373)
Rendement des actifs	-	(731)	-	(42)	(773)	(773)
Coût des services rendus	-	-	613	-	613	2 162
Coût financier	859	-	49	-	908	1 264
Prestations versées	(385)	385	(27)	27	-	(473)
Contributions aux fonds	-	(2 559)	-	(544)	(3 103)	(3 103)
Ecarts actuariels	1 638	(911)	(105)	(4)	618	1 404
Au 31 décembre	33 733	(29 382)	2 474	(2 381)	4 444	25 132

Détail de la juste valeur des actifs de couverture

Les actifs du régime ne comprennent pas de terrain ou d'immeuble occupé par des sociétés du Groupe, ou d'autre actif utilisé par le Groupe. Il n'y a pas d'actif distinct.

Structure des investissements	En milliers d'euros	En pourcentage	Taux de rémunération
Actions	21 930	65%	2,72%
Obligations	8 001	24%	2,72%
Autres	3 847	11%	2,72%
TOTAL	33 778	100%	2,72%

Principales hypothèses actuarielles

	Eurozone	Turquie	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	1,70%	14,50%	2,80%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,1% - 3,25%	7,00%	NA

Meilleure estimation des contributions à verser au régime pour l'année 2019

Les cotisations attendues pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2019 se répartissent de la manière suivante :

(En milliers d'euros)

Cotisations de l'employeur	2 766
Cotisations des participants aux régimes	108

Sensibilité du bilan aux principales hypothèses au 31 décembre 2018

Sous l'hypothèse d'une modification du taux d'actualisation de +0.25% ou -0.25% pour l'ensemble des régimes, les variations de valeur des engagements nets ne sont pas significatives. Sous l'hypothèse d'une modification du taux d'inflation de +0.25% ou -0.25% pour le plan en Grande-Bretagne, la variation de valeur de l'engagement net n'est pas significative.

Au Royaume-Uni, en cas de liquidation du fonds, tout surplus des actifs par rapport aux engagements reviendrait au Groupe.

d. Transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages relatifs au Comité Exécutif en 2018 et 2017 se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2018	2017
Avantages à court terme ⁽¹⁾	15 945	9 139
Rémunération en actions ⁽²⁾	1 852	2 321
TOTAL	17 797	11 460

⁽¹⁾ Comprend l'ensemble des rémunérations versées et à verser sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes et avantages en nature, intéressement et participation, et indemnités de fin de contrat).

⁽²⁾ Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'actions gratuites et co-investissement.

Les rémunérations présentées dans cette note concernent uniquement les membres du Comité Exécutif qui a pour mission de définir la stratégie du Groupe, de créer les conditions qui permettront sa mise en œuvre et d'atteindre les objectifs fixés. Le Comité Exécutif est présidé par le Directeur Général.

En 2018, la variation des avantages à court terme s'explique par l'augmentation du nombre moyen des membres du comité exécutif, et par la hausse des indemnités de fin de carrière.

Le Comité Exécutif passe de 15 membres au 1^{er} janvier 2018 à 7 membres au 31 décembre 2018.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tests de dépréciation des goodwill

Le Groupe réalise un test de dépréciation des valeurs nettes comptables des goodwill. Cette procédure, s'appuyant essentiellement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'estimation de la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) générant ses flux propres de trésorerie. Les tests de dépréciation sont effectués chaque année au 30 novembre de l'exercice et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. Ainsi tout événement matériel observé sur le mois de décembre inciterait à effectuer de nouveaux tests de dépréciation.

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur minorée des coûts de cession, et de la valeur d'utilité. La juste valeur minorée des coûts de cession est privilégiée dans les rares cas où une opération récente sur les actifs concernés rend l'information disponible et fiable. Dans l'essentiel des cas, la valeur d'utilité est estimée en utilisant des projections de flux de trésorerie sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant sur une période de cinq ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables.

Dépréciations des autres éléments d'actifs non financiers

Les valeurs comptables des autres actifs non financiers du Groupe sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est estimée une fois par an et dès qu'il existe un indice de dépréciation.

A chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe des événements ou circonstances indiquant qu'un actif a pu perdre de la valeur. De tels événements ou circonstances comprennent notamment, des changements significatifs défavorables affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe (suivi budgétaire, plan à 3 ans, études de rentabilité, part de marché, carnet de commande...). Si de tels événements ou circonstances existent, la valeur recouvrable de l'actif est ré-estimée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de cession et la valeur d'utilité d'un actif, estimée par une actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, sur la base d'un taux d'actualisation de l'UGT à laquelle est affecté l'actif.

Si sa valeur comptable excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en résultat opérationnel.

a. Goodwill

Détermination des goodwill

À la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée (compléments de prix inclus), augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat en autres produits et charges opérationnels ; et,
- le montant des actifs nets à la date d'acquisition, évalués à la juste valeur.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge dans l'agrégat « Autres produits et charges opérationnels », au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Les ajustements de prix éventuels (earn-out, prix différé) sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes, toute réévaluation est comptabilisée en résultat, en autres produits et charges opérationnels.

Les UGT composant le Groupe sont au nombre de cinq :

- B&A – Amérique du Nord
- B&A – Amérique Latine
- B&A – EMEA
- B&A – Asie Pacifique
- Retail

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie tels que définis ci-avant.

Détail des goodwill

Les valeurs des goodwill par UGT se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2018	2017
Au 1er janvier (valeur nette)	2 478 521	1 409 291
Investissements	123 263	1 110 454
Différences de conversion	(39 355)	(33 109)
Ajustements	(71 937)	(8 115)
AU 31 DECEMBRE (VALEUR NETTE)	2 490 492	2 478 521

Unités génératrices de trésorerie (en milliers d'euros)	2018			2017		
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette
B&A Amérique du Nord	62 393	(12 621)	49 772	61 492	(12 621)	48 871
B&A Amérique Latine	12 425	-	12 425	12 728	-	12 728
B&A EMEA	176 965	(946)	176 019	186 156	(946)	185 210
B&A Asie Pacifique	207 559	-	207 559	122 754	-	122 754
Retail	2 054 026	(9 309)	2 044 717	2 118 267	(9 309)	2 108 958
TOTAL	2 513 368	(22 876)	2 490 492	2 501 397	(22 876)	2 478 521

Investissements et ajustements de la période

Comme décrit dans la note « Faits marquants » le Groupe a réalisé les acquisitions Airlink et Paymark qui génèrent une hausse du goodwill provisoire de 120 millions d'euros. En ce qui concerne Paymark, le goodwill a été enregistré en novembre 2018 lorsque la dernière condition suspensive a été levée, pour le montant partiel décaissé et pour la dette résiduelle de €89,5 millions vis-à-vis des vendeurs. L'exercice d'allocation du prix de Paymark sera mené par le Groupe en 2019.

Par ailleurs, l'allocation du prix d'acquisition de Bambora, acquis en novembre 2017, a été revue.

Bambora est un groupe spécialisé dans les services de paiement. Ainsi le Groupe a reconnu dans son bilan trois types d'actifs incorporels : les actifs technologiques relatifs aux plateformes informatiques qui permettent à Bambora d'opérer, les portefeuilles de relations clients apportés au Groupe, ainsi que la marque Bambora. Les techniques d'évaluation utilisées dans le cadre de cet exercice sont la méthode des redevances et la méthode des surprofits (Relief from royalty et excess earnings method). Le Groupe a reconnu des relations clients pour 333 millions d'euros, des technologies pour 212 millions d'euros et une marque pour 12 millions d'euros. L'impôt différé passif comptabilisé s'élève à 128 millions d'euros.

Le goodwill net suite à la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition diminue de 64 millions d'euros à 973 millions d'euros, hors effet de change. Ce goodwill résiduel comprend principalement :

- la compétence des salariés ;
- la capacité à générer de nouvelles opportunités via le gain de nouveaux clients et le développement de nouvelles offres ;
- les synergies attendues de l'intégration avec le reste du Groupe.

Tests de dépréciation des goodwill

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill sont les suivantes :

	2018					
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A EMEA	B&A Asie Pacifique	Retail	Total
Unités génératrices de trésorerie						
Valeur nette comptable des goodwill (en milliers d'euros)	49 772	12 425	176 019	207 559	2 044 717	2 490 492
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,1%	1,0%	1,0%	1,1%	2,3%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31 décembre	7,9%	13,3%	8,2%	8,8%	7,0%	

	2017					
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A EMEA	B&A Asie Pacifique	Retail	Total
Unités génératrices de trésorerie						
Valeur nette comptable des goodwill (en milliers d'euros)	48 871	12 728	185 210	122 754	2 108 958	2 478 521
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	2,2%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31 décembre	8,3%	14,9%	8,8%	9,7%	7,8%	

Les tests de dépréciation des goodwill ont été menés sur la base des valeurs comptables du 30 novembre 2018. Aucun événement matériel et de nature à modifier la pertinence de ces tests n'a été constaté depuis. Le Goodwill ainsi que les actifs incorporels issus de l'acquisition de Bambora ont été alloués entre les UGTs Retail et B&A Asie Pacifique.

Les hypothèses de taux de croissance et du coût moyen pondéré du capital utilisées dans la valorisation de l'ensemble des unités génératrices de trésorerie ont été revues en accord avec l'évolution des données globales de marché.

Il convient de souligner que les taux de croissance à long terme retenus par le Groupe n'excèdent pas ceux du secteur d'activité.

Le coût moyen pondéré du capital utilisé est un taux à long terme. L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : le taux sans risque, la prime de risque, et la volatilité du cours de l'action Ingenico aux variations de son marché de cotation (« bêta »). Par ailleurs, l'application d'un taux d'actualisation avant impôt à des flux de trésorerie avant impôt aurait conduit à une valorisation similaire UGTs.

Au demeurant, les tests de sensibilité montrent qu'une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ne conduirait pas à des dépréciations.

En outre, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles a été conduite et n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

	2018				
	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Flux de trésorerie
	Taux retenu (en %)	Taux d'actualisation à partir duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Taux retenu (en %)	Taux de croissance à l'infini en-deçà duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Diminution des flux de trésorerie nécessaires afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)
B&A Asie Pacifique	8,8%	10,2%	1,1%	-1,1%	-16,0%

Au 31 décembre 2018, les valeurs recouvrables de Retail, B&A Amérique du Nord, B&A Amérique Latine et B&A EMEA sont significativement supérieures à leurs valeurs comptables. Ainsi, l'augmentation du taux d'actualisation, la diminution du taux de croissance à l'infini ou la diminution des flux de trésorerie nécessaires pour que leurs valeurs recouvrables soient égales à leurs valeurs comptables respectives, sont non pertinentes.

Les prévisions d'exploitation sont basées sur des plans d'affaires qui ont été préparés par le management des UGTs. Ces plans ont été revus par la Direction financière du Groupe, qui a notamment mené des stress tests sur les hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation.

b. Autres immobilisations incorporelles

Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement, en vue de la production de produits et procédés nouveaux, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation lorsque le Groupe peut démontrer :

- la faisabilité technique, son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et sa capacité à la mettre en service ou à la vendre ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement ;
- que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou son utilité pour le Groupe).

Les autres dépenses de développement, nettes de subventions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres actifs incorporels

Les licences, les portefeuilles clients, les logiciels, les actifs technologiques, les marques et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité.

Les autres incorporels comprennent également les immobilisations en cours. Celles-ci incluent des projets de R&D en cours, notamment dans le secteur B&A s'agissant du développement de nouveaux produits, et dans le secteur Retail dans le cadre de l'amélioration des plateformes informatiques opérant les services de transaction.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Sinon, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles.

Les immobilisations en cours de développement ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- frais de développement activés.....3 à 10 ans ;
- licences.....3 ans* ;
- relations clients.....5 à 20 ans ;
- autres immobilisations incorporelles.....5 ans*.

* ou durée contractuelle

Pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif immobilisé est reprise si sa valeur recouvrable redevient plus élevée que sa valeur nette comptable.

(en milliers d'euros)	2018				
	Licences, marques, technologie	Frais de développement (générés en interne)	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE					
Au 1er janvier	426 492	132 011	746 804	18 371	1 323 678
Investissements	8 199	54 758	-	14 652	77 609
Cessions et mises au rebut	(12 538)	(1 040)	-	(349)	(13 927)
Variations de périmètre	27 986	-	58 314	(3 258)	83 042
Différences de conversion	(9 785)	(91)	(14 166)	(159)	(24 201)
Reclassements et autres	6 177	535	1	(5 949)	764
Au 31 décembre	446 531	186 173	790 953	23 308	1 446 965
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR					
Au 1er janvier	(134 432)	(64 983)	(161 341)	(5 418)	(366 174)
Amortissements	(49 318)	(23 924)	(56 240)	(321)	(129 803)
Cessions et pertes de valeur	12 573	749	-	134	13 456
Différences de conversion	510	9	516	122	1 157
Reclassements et autres	770	(1 703)	(1)	(78)	(1 012)
Au 31 décembre	(169 897)	(89 852)	(217 066)	(5 561)	(482 376)
VALEUR NETTE					
Au 1er janvier	292 060	67 028	585 463	12 953	957 504
Au 31 décembre	276 634	96 321	573 887	17 747	964 589

(en milliers d'euros)	2017				
	Licences, marques, technologie	Frais de développement (générés en interne)	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE					
Au 1er janvier	209 989	84 459	448 521	40 881	783 850
Investissements	8 155	35 133	-	9 216	52 504
Cessions et mises au rebut	(5 433)	(13 213)	-	(2 406)	(21 052)
Variation de périmètre	214 339	1	304 544	3 297	522 181
Différences de conversion	(5 572)	(606)	(6 262)	(267)	(12 707)
Reclassements et autres	5 014	26 237	1	(32 350)	(1 098)
Au 31 décembre	426 492	132 011	746 804	18 371	1 323 678
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR					
Au 1er janvier	(111 616)	(47 798)	(128 873)	(7 412)	(295 699)
Amortissements	(27 341)	(17 176)	(35 469)	(402)	(80 388)
Cessions et pertes de valeur	5 378	34	-	2 040	7 452
Variation de périmètre	(3 076)	(1)	-	(220)	(3 297)
Différences de conversion	2 107	233	1 393	68	3 801
Reclassements et autres	116	(275)	1 608	508	1 957
Au 31 décembre	(134 432)	(64 983)	(161 341)	(5 418)	(366 174)
VALEUR NETTE					
Au 1er janvier	98 373	36 661	319 648	33 469	488 151
Au 31 décembre	292 060	67 028	585 463	12 953	957 504

Au 31 décembre 2018 comme au 31 décembre 2017, il n'existe pas d'indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles. Le Groupe considère les principaux indices de perte de valeur suivants:

- Perspectives de commercialisation des produits dont les frais de développement ont été activés ;
- Evolution du portefeuille client ;
- Obsolescence ou abandon des logiciels développés en interne.

Affectation des écarts d'acquisition sur les éléments d'actifs des sociétés acquises

Comme indiqué en note 7 a., l'allocation du prix d'acquisition de Bambora a été finalisée en 2018.

(en milliers d'euros)	Montants nets fin décembre 2018						
	Bambora (2017)	Techprocess (2017)	GlobalCollect (2014)	Ogone (2013)	Easycash (2009)	Autres	Total
Technologie hardware et software	178 135	6 229	53 215	-	-	2 986	240 565
Relations clients	266 000	9 401	232 313	14 700	10 751	40 720	573 885
Marques	10 251	-	-	-	-	-	10 251
TOTAL DES ACTIFS IDENTIFIES ET AFFECTES	454 386	15 630	285 528	14 700	10 751	43 706	824 701
Amortissements de la période	(48 541)	(1 264)	(24 370)	(4 050)	(4 168)	(7 322)	(89 715)

c. Immobilisations corporelles

Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles, sont évaluées au coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Le Groupe comptabilise en immobilisations le coût de remplacement d'un composant au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les terminaux comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles sont des terminaux loués aux marchands dans le cas de contrats de location simples au regard d'IAS 17.

Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées dans le résultat opérationnel, en autres produits et charges opérationnels si elles sont inhabituelles et significatives.

Amortissements

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles sont revues et ajustées le cas échéant à chaque clôture.

Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- aménagements.....5 - 10 ans* ;
- équipements.....3 - 5 ans ;
- véhicules.....4- 5 ans ;
- terminaux.....4 - 5 ans ;
- mobilier, agencements, matériels de bureau et informatique.....3 - 10 ans*.

* ou la durée contractuelle du bail

(en milliers d'euros)	2018					
	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Terminaux en location	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR BRUTE						
Au 1er janvier	23 604	56 528	33 269	100 484	27 544	241 429
Investissements	6 617	7 881	6 250	14 357	3 965	39 070
Cessions et mises au rebut	(668)	(712)	(2 481)	(1 231)	(1 784)	(6 876)
Variations de périmètre			821	228	10	1 059
Différences de conversion	(240)	(800)	60	(777)	(120)	(1 877)
Autres mouvements	(86)	225	(462)	676	(1 475)	(1 122)
Au 31 décembre	29 227	63 122	37 457	113 737	28 140	271 683
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR						
Au 1er janvier	(13 076)	(39 947)	(15 500)	(66 979)	(17 562)	(153 064)
Amortissements	(3 738)	(7 184)	(6 579)	(14 484)	(3 209)	(35 194)
Cessions et pertes de	634	430	2 480	(1 011)	1 444	3 977
Variations de périmètre			(807)	(183)	(10)	(1 000)
Différences de conversion	88	561	(133)	381	62	959
Autres mouvements	534	(10)	332	2 208	(90)	2 974
Au 31 décembre	(15 558)	(46 150)	(20 207)	(80 068)	(19 365)	(181 348)
VALEUR NETTE						
Au 1er janvier	10 528	16 581	17 769	33 505	9 982	88 365
Au 31 décembre	13 669	16 972	17 250	33 669	8 775	90 337

(en milliers d'euros)	2017					
	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Terminaux en location	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR BRUTE						
Au 1er janvier	21 396	48 281	29 839	85 951	24 145	209 612
Investissements	3 589	8 942	2 371	15 342	5 729	35 973
Cessions et mises au rebut	(4 601)	(332)	(5 812)	(6 007)	(1 161)	(17 913)
Variations de périmètre	2 551	3	14 154	6 495	1 551	24 754
Différences de conversion	(814)	(1 363)	(1 697)	(1 864)	(784)	(6 522)
Autres mouvements	1 483	997	(5 586)	567	(1 936)	(4 475)
Au 31 décembre	23 604	56 528	33 269	100 484	27 544	241 429
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR						
Au 1er janvier	(12 470)	(34 403)	(16 818)	(56 146)	(14 882)	(134 719)
Amortissements	(4 135)	(6 766)	(3 075)	(13 943)	(3 098)	(31 017)
Cessions et pertes de	4 516	318	5 624	5 776	950	17 184
Variations de périmètre	(1 048)		(4 639)	(4 132)	(1 007)	(10 826)
Différences de conversion	492	919	518	1 227	464	3 620
Autres mouvements	(431)	(15)	2 890	239	11	2 694
Au 31 décembre	(13 076)	(39 947)	(15 500)	(66 979)	(17 562)	(153 064)
VALEUR NETTE						
Au 1er janvier	8 926	13 878	13 021	29 805	9 263	74 893
Au 31 décembre	10 528	16 581	17 769	33 505	9 982	88 365

8. AUTRES PROVISIONS

Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Litiges et réclamations

Des provisions pour litiges et réclamations sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation en cours liée à des actions en justice, enquêtes gouvernementales, procédures contentieuses et autres réclamations résultant d'événements antérieurs qui sont en instance, qu'il est probable qu'une sortie de fonds représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite. Le Groupe s'appuie sur ses avocats pour évaluer la probabilité de réalisation des risques et l'estimation des provisions relatives aux litiges et réclamations.

Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a :

- soit commencé à exécuter le plan ;
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

Garanties

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties.

Engagements de rachat des stocks des fournisseurs

Une provision pour les engagements de rachat des stocks des fournisseurs est comptabilisée pour couvrir le risque d'obsolescence des composants détenus par les fournisseurs ainsi que les risques d'excédents d'approvisionnement par rapport au plan de production industriel.

Les composants déclarés obsolètes sont provisionnés intégralement. Les excédents sont estimés en comparant le plan d'approvisionnement et le plan de production.

Risques liés à la qualité des produits

Une provision pour risques liés à la qualité des produits est comptabilisée dès lors que ce risque n'est pas couvert par la provision pour garantie.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

Garanties

La vente des terminaux est généralement accompagnée d'une garantie de 12 mois. La provision pour garantie au passif du bilan traduit les coûts attendus par le Groupe afin de satisfaire à ses obligations de réparation des terminaux. Le calcul est statistique, basé sur des données historiques. Les hausses de dotations aux provisions pour garanties peuvent donc traduire deux phénomènes différents :

- La croissance des ventes accompagnées de garanties ;
- Ou une révision du calcul de la provision.

Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations, et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont apparues dans le cadre normal de ses activités. Ces réclamations et procédures font l'objet d'une revue régulière par la Direction juridique du Groupe et sont couverts par des provisions lorsque le Groupe considère qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque. Les reprises sans objet résultent, pour l'essentiel, de la résolution de ces litiges, pour lesquels le Groupe a eu gain de cause ou pour lesquels le montant réel du préjudice s'est avéré inférieur à son montant estimé.

- Litiges fiscaux

Au cours de l'exercice 2018 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de proposition de rectifications. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provisions pour les montants notifiés et acceptés ou considérés comme présentant une sortie de ressources probable et pouvant être déterminés de manière fiable.

Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ce risque au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux et estime qu'aucun contrôle en cours n'aura d'impact significatif sur sa situation financière ou sa liquidité.

- Litiges fiscaux au Brésil

Ainsi, des procédures de redressement fiscal concernant une filiale au Brésil sont toujours en cours. Elles sont liées à l'ICMS, avec un montant en cause (principal, au titre des années 2004 à 2009, intérêts et pénalités) de l'ordre de 62,5 millions d'euros au 31 décembre 2018. Dans un contexte de guerre fiscale entre États (*Tax War*) qui affecte Ingenico au même titre qu'un grand nombre d'entreprises brésiliennes et internationales, l'administration fiscale de l'État de Sao Paulo conteste la déduction par Ingenico Do Brasil, d'une fraction de l'ICMS mentionnée sur les factures émises par un de ses fournisseurs. En effet, ce dernier bénéficierait d'un avantage fiscal accordé par l'État du Minas Gerais dans lequel il est implanté, qui ne serait pas conforme à la législation fédérale. Tous les redressements notifiés en matière d'ICMS sont encore en cours de contestations devant les cours administratives brésiliennes. Au 31 décembre 2018, aucune décision définitive des cours administratives brésiliennes n'a été notifiée à Ingenico et aucune demande de mise en recouvrement n'a été reçue. Par ailleurs, la filiale, appuyée par ses conseils spécialisés, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de l'administration. Au regard de l'analyse de ces risques et en application des critères de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2018	Différences de conversion	Variations de périmètre	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2018
Provisions pour garantie	16 042	(211)	181	11 287	(10 761)	-	(66)	16 472
Provisions pour litiges et réclamations	6 105	(56)	-	2 300	(122)	-	9	8 236
Provisions pour restructuration	4 333	(117)	-	3 588	(5 513)	-	-	2 291
Autres	16 963	(35)	-	3 760	(3 187)	(3 918)	(1 704)	11 879
TOTAL AUTRES PROVISIONS	43 443	(419)	181	20 935	(19 582)	(3 918)	(1 761)	38 878

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2017	Différences de conversion	Variations de périmètre	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2017
Provisions pour garantie	19 826	(1 323)	93	12 043	(14 470)	(13)	(114)	16 042
Provisions pour litiges et réclamations	8 255	(138)	-	622	(931)	(423)	(1 280)	6 105
Provisions pour restructuration	2 136	(55)	-	3 878	(1 626)	-	-	4 333
Autres	23 744	(475)	1 820	6 525	(7 217)	(8 700)	1 266	16 963
TOTAL AUTRES PROVISIONS	53 961	(1 991)	1 913	23 068	(24 244)	(9 136)	(128)	43 443

(en milliers d'euros)	2018	2017
Engagements de rachat des stocks des fournisseurs	4 488	4 077
Risques liés à la qualité des produits	4 034	5 921
Indemnités commerciales clients	1 685	2 963
Autres	1 672	4 002
TOTAL AUTRES	11 879	16 963

9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Coût financier net

(en milliers d'euros)	2018	2017 Retraité
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et les emprunts obligataires	(36 709)	(29 213)
Charges d'intérêts sur les contrats de location-financement	(3)	(36)
Coût de l'endettement financier	(36 712)	(29 249)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 861	2 909
Produits d'intérêts des contrats de location-financement	3 959	4 533
Coût de l'endettement financier net	(29 892)	(21 807)
Gains de change	66 377	34 761
Pertes de change	(69 399)	(38 372)
Résultat de change	(3 022)	(3 611)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(426)	(491)
Gains/(pertes) sur les titres de participations	54	20
Autres produits financiers	871	4 322
Autres charges financières	(5 497)	(5 407)
Autres produits et charges financiers	(4 998)	(1 556)
Coût financier net	(37 912)	(26 974)
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	74 122	46 545
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(112 035)	(73 519)

L'analyse du coût financier 2018 est la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts de 36,7 millions d'euros sont liées aux emprunts décrits dans le paragraphe 9.b relatif à l'endettement financier net :

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 10,9 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 8,8 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 est de 10,5 millions d'euros ;
- Les charges d'intérêt relatives aux emprunts bancaires (y compris ligne de préfinancement marchands), incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement et aux placements privés est de 7.0 millions d'euros ;
- Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits.

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie (2,9 millions d'euros) proviennent principalement des placements réalisés en Chine, en Inde et au Brésil.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernent principalement Ingenico Payment Services GmbH, Ingenico France SAS, et Ingenico Italia Spa.

Le résultat de change représentant une perte nette de 3,0 millions d'euros résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés et la part inefficace des couvertures.

Les autres produits et charges financières comprennent notamment les impacts liés à la composante de financement des garanties étendues pour un montant de 3,7 millions d'euros, des intérêts de retard à recevoir relatifs à un litige fiscal au Brésil, des charges d'affacturage pour un montant de 1,0 million d'euros, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite (voir note 6.c Avantages aux personnels).

L'analyse du coût financier net pour 2017 était la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts de 29,2 millions d'euros sont liées à l'endettement financier net :

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 10,7 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 9,4 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 est de 3,1 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative aux emprunts bancaires est de 1,9 million d'euros (incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement) ;
- Le remboursement de dettes bancaires portées par Bambora lors de son acquisition a généré une charge d'intérêt de 3,9 millions d'euros, correspondant à l'accélération de l'amortissement des frais de mise en place. Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits.

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie (2,9 millions d'euros) proviennent principalement des placements réalisés en Chine, en Inde et au Brésil.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernent principalement Ingenico Payment Services GmbH, Ingenico France SAS, et Ingenico Italia Spa.

Le résultat de change représentant une perte nette de 3,6 millions d'euros résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés.

Les autres produits et charges financières comprennent notamment des intérêts de retard à recevoir relatifs à un litige fiscal au Brésil, des charges d'affacturage pour un montant de 1,0 million d'euros, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite.

b. Endettement financier net

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue, et les placements très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie soumis à un risque négligeable de changement de valeur, et dont l'échéance est rapprochée.

Les découverts bancaires constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Passifs financiers

Les passifs financiers du Groupe sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit, et d'un emprunt obligataire convertible en actions. Conformément à la norme IFRS 9, les premiers sont comptabilisés au coût amorti, le dernier est considéré comme un instrument financier composé.

Emprunts au coût amorti

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Emprunts obligataires	1 051 042	1 050 904
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	458 896	447 966
Autres dettes financières	106 338	52 310
Dettes bancaires	248 051	(2 142)
Dettes liées aux contrats de location-financement	77	77
Dettes financières à plus d'un an	1 864 404	1 549 115
Billets de trésorerie	405 000	500 000
Comptes créditeurs de banque	12 134	7 367
Autres dettes financières	1 317	1 470
Dettes bancaires ou assimilées	-	372
Intérêts courus non échus	9 637	8 323
Dettes liées aux contrats de location-financement	147	147
Dettes financières à moins d'un an	428 235	517 679
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 292 639	2 066 794

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Trésorerie	671 805	505 973
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	102 996	89 966
Trésorerie et équivalents de trésorerie	774 801	595 939
ENDETTEMENT FINANCIER NET	1 517 838	1 470 855

Les dettes financières à moins d'un an excluent la ligne de financement du préfinancement marchands, utilisée aux 31 décembre 2018 et 2017 à hauteur de 37,7 et 34,9 millions d'euros, respectivement.

L'endettement financier net exclut le financement du préfinancement marchands. En effet, cette ligne ne finance pas les besoins généraux du Groupe mais concerne uniquement les activités d'intermédiation de Bambora. Il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce préfinancement marchands est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié. Les contreparties de cette dette bancaire sont les fonds à recevoir des émetteurs de cartes, dont le risque de défaillance est extrêmement limité.

Au 31 décembre 2018, l'endettement financier brut s'élève à 2 292,6 millions d'euros dont principalement :

- 595,6 millions d'euros correspondent à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 ;
- 455,4 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire émis en mai 2014 ;
- 458,9 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible (OCEANE) émis le 26 juin 2015 ;
- 104,8 millions d'euros correspondent à des placements privés contractés en décembre 2017 et mai 2018 ;
- 248,1 millions d'euros correspondent à un emprunt bancaire mobilisé en mars 2018 ;
- 405,0 millions d'euros correspondent à des billets de trésorerie. En mai 2018, le Groupe a procédé à une augmentation du plafond de son programme de billets de trésorerie de 500 à 750 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, l'endettement financier brut s'élevait à 2 066,8 millions d'euros, dont 448,0 millions d'euros relatifs à l'emprunt obligataire convertible OCEANE, 594,8 millions d'euros liés à l'emprunt obligataire de 2017, 456,1 millions d'euros liés à l'emprunt obligataire de 2014, 500,0 millions d'euros correspondant à des billets de trésorerie.

Emprunts obligataires

Le 13 septembre 2017, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 13 septembre 2024. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 600 millions d'euros et est représenté par 6 000 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 1,625%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Le 20 mai 2014, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 20 mai 2021. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 450 millions d'euros et est représenté par 4 500 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 2,5%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Emprunt obligataire convertible

Le 26 juin 2015, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions Ingenico nouvelles ou existantes (OCEANE) ayant pour date d'échéance le 26 juin 2022 (ISIN : FR0012817542). Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 2 904 443 obligations d'une valeur nominale de 172,15 euros.

L'OCEANE est qualifiée d'instrument financier composé et, à ce titre, entre dans le champ d'application d'IAS 32 qui impose de comptabiliser séparément au bilan la composante capitaux propres (l'option d'achat que le porteur détient en vue de convertir son obligation en action) et la composante dette (l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie).

La juste valeur de la dette ainsi que la part affectée en capitaux propres, sont calculées à la date de l'émission de l'OCEANE, soit le 26 juin 2015.

La juste valeur de la dette au bilan, incluse dans les dettes à long terme, est calculée par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt obligataire et sa juste valeur est affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

L'OCEANE est émise à un taux d'intérêt nominal de 0%. Le taux moyen du marché pour une obligation de maturité équivalente au moment de l'émission aurait été de 2,31%. La juste valeur de la composante dette équivaut à 422,7 millions d'euros à l'origine et à 73,3 millions d'euros pour la composante optionnelle, après prise en compte du call émetteur et de l'imputation des frais d'émission (4,1 millions d'euros répartis au prorata entre dette et capitaux propres).

Le taux d'intérêt effectif, après imputation des frais d'émission d'emprunts et reclassement de la composante capitaux propres de l'emprunt, se situe à 2,41%.

Le Groupe a couvert partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion des OCEANE en procédant en novembre 2016 à l'achat de 1 500 000 options d'achat.

Au 31 décembre 2018, le ratio de conversion est de 1,009 action pour une obligation.

Dettes bancaires

Le 6 juillet 2018, le Groupe a renégocié sa ligne de crédit syndiqué d'un montant de 750 millions d'euros exerçant ses deux options d'extension d'un an pour porter la maturité au 29 juillet 2023. Cette ligne n'est soumise à aucun covenant. Des cas de remboursement anticipé sont prévus à l'initiative d'Ingenico ou des prêteurs dans les cas usuels. Le taux d'intérêt de l'emprunt est variable et se base sur l'Euribor (1 à 6 mois) plus marge. A fin décembre 2018, comme à fin décembre 2017, le crédit syndiqué n'est pas utilisé.

En septembre 2017, le Groupe a contracté un emprunt bancaire d'un nominal de 250 millions d'euros, qui a été mobilisé le 14 mars 2018, pour une maturité de 3 ans. La rémunération de l'emprunt est variable et basée sur l'Euribor 6 mois plus marge. Cet emprunt n'est soumis à aucun covenant.

Autres dettes financières

En décembre 2017, le Groupe a souscrit à un placement privé d'un montant de 50 millions d'euros, à maturité 3 ans, à taux fixe, 0,647%.

En mai 2018, le Groupe a souscrit à deux placements privés d'un montant de 25 et 30 millions d'euros à maturité 7 ans, à taux fixe de 1,677%.

Comptes créditeurs de banque

Les concours bancaires s'élèvent à 12,1 millions d'euros et sont attribuables à Ingenico Payment Services GmbH.

Echéances des dettes financières

(en milliers d'euros)	2018			
	Montant	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	458 896	-	458 896	-
Emprunt obligataire	1 051 042	-	455 451	595 591
Dettes bancaires	248 051	-	248 051	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	224	147	77	-
Comptes créditeurs de banque	12 134	12 134	-	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	512 655	406 317	51 448	54 890
Intérêts courus sur emprunts	9 637	9 637	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 292 639	428 235	1 213 923	650 481

(en milliers d'euros)	2017			
	Montant	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	447 966	-	447 966	-
Emprunt obligataire	1 050 904	-	456 085	594 819
Dettes bancaires	(1 770)	372	(2 142)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	224	147	77	-
Comptes créditeurs de banque	7 367	7 367	-	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	553 780	501 470	52 310	-
Intérêts courus sur emprunts	8 323	8 323	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 066 794	517 679	954 296	594 819

Ventilation par devises

Cette dette, majoritairement levée en euro, est portée à plus de 99% par Ingenico Group SA.

(en milliers d'euros)	2018	2017
Euro	2 288 414	2 063 844
Dollar américain	1 373	85
Autres devises	2 852	2 865
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 292 639	2 066 794

Variation de l'endettement financier brut

Solde au 1er janvier 2017	1 140 182
Remboursements de dettes bancaires et autres dettes financières	(275 493)
Variations des dettes financières ayant un effet sur le tableau des flux de trésorerie	643 884
Intérêts capitalisés	16 230
Variation des comptes créditeurs de banque	(3 244)
Variations de juste valeur	(3 114)
Variation de périmètre	267 842
Ecarts de conversion et autres mouvements	5 014
Solde au 31 décembre 2017	2 066 794
Emission de billets de trésorerie	(95 000)
Emission d'emprunt obligataire	-
Emission d'autres dettes financières	304 151
Remboursements de dettes bancaires et autres dettes financières	(1 388)
Variations des dettes financières ayant un effet sur le tableau des flux de trésorerie	207 763
Intérêts capitalisés	12 412
Variations des comptes créditeurs de banque	4 767
Variations de juste valeur	(1 296)
Variations de périmètre	-
Ecarts de conversion et autres mouvements	2 199
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2018	2 292 639

Au cours de l'année 2018, le Groupe a émis et remboursé des billets de trésorerie pour un montant net de (95) millions d'euros. Le Groupe a également contracté deux placements privés de 55 millions d'euros (soit 54,9 millions d'euros après déduction des frais d'émission) et mobilisé un emprunt bancaire de 250 millions d'euros.

En 2017, l'intégralité des dettes financières portées par Bambora (hormis les dettes financières liées à l'activité d'intermédiation) a fait l'objet d'un remboursement lors de l'acquisition (lignes 'Remboursements' et 'Variations de périmètre' dans le tableau ci-dessus).

Les variations de juste valeur concernent l'emprunt obligataire émis en 2014 et les swaps adossés à l'émission.

c. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêt et du risque de crédit des contreparties du swap.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix coté sur le marché à la date de clôture (c'est à dire la valeur actuelle du prix à terme coté).

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et de taux et celle de leurs variations de valeur se fait conformément à IFRS 9.

Conformément à IFRS 13, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, le Groupe tient compte du risque de défaut de paiement dans l'évaluation de ses dérivés de couverture. Il s'agit :

- du risque de défaut de paiement d'Ingenico quand le dérivé est un passif (risque de débit) ;
- du risque de défaut des contreparties quand le dérivé est un actif (risque de crédit).

La méthode d'appréciation de ce risque de débit ou de crédit se base sur un calcul de risque de crédit implicite pour des obligations senior à taux fixe en circulation sur le marché secondaire.

Couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, la comptabilité de couverture est appliquée. La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement en « autres éléments du résultat global », jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat. La part efficace est alors transférée au compte de résultat. La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat financier.

Lorsque l'instrument de couverture visait à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument visait à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Couverture d'un élément monétaire (Fair Value Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir économiquement une exposition au risque de change sur un actif ou passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture n'est pas appliquée et les profits ou pertes sur l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Lorsque l'instrument de couverture vise à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument vise à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Juste valeur des instruments dérivés à la clôture

(en milliers d'euros)	2018	2017
Instruments dérivés de taux		
Actif courant	6 639	7 864
Passif courant	-	-
Instruments dérivés de change		
Actif courant	8 926	439
Passif courant	(1 956)	(2 656)
TOTAL	13 609	5 647

Ventilation des instruments par politique d'investissement

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2018	Solde au 31 décembre 2018		
	Juste valeur du dérivé	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Juste valeur du dérivé
Instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)				
Contrats de change à terme	2	-	257	259
Options de change	41	-	83	124
Swaps de change	(21)	-	21	-
Instruments non désignés en couverture de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme	-	760	(168)	592
Options de change	(27)	43	36	52
Swaps de change	(2 212)	8 457	(304)	5 941
Swaps de taux	7 864	(1 224)	-	6 640
TOTAL	5 647	8 036	(74)	13 609

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2017	Solde au 31 décembre 2017		
	Juste valeur du dérivé	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Juste valeur du dérivé
Instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)				
Contrats de change à terme	(1 049)	991	60	2
Options de change	38	3	-	41
Swaps de change	(4)	3	(20)	(21)
Instruments non désignés en couverture de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme	(567)	567	-	-
Options de change	(118)	91	-	(27)
Swaps de change	(1 037)	(1 175)	-	(2 212)
Swaps de taux	11 380	(3 516)	-	7 864
TOTAL	8 643	(3 036)	40	5 647

Les variations de valeur des instruments de couverture inefficaces ou celles des parties inefficaces d'instruments de couverture efficaces, sont enregistrées directement en résultat financier. Elles sont principalement liées aux différentiels de taux d'intérêts entre la devise des éléments couverts et l'euro dans le cas des couvertures de change.

En 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme une partie de l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable. Cette couverture est comptabilisée en fair value hedge, les variations de juste valeur du dérivé sont comptabilisées par résultat, tout comme les variations de juste valeur de son sous-jacent.

Les contrats de dérivés du Groupe comprennent des clauses de compensation pour chaque banque. Conformément à IFRS 7, la présentation des actifs et passifs de dérivés prenant en compte ces compensations serait la suivante :

(en milliers d'euros)	2018		
	Montants bruts présentés au bilan	Impact des accords de compensation	Montants compensés
JV des dérivés actifs	-	-	-
JV des dérivés passifs	-	-	-
POSITION NETTE	-	-	-

(en milliers d'euros)	2017		
	Montants bruts présentés au bilan	Impact des accords de compensation	Montants compensés
JV des dérivés actifs	8 303	(411)	7 892
JV des dérivés passifs	(2 656)	411	(2 245)
POSITION NETTE	5 647	-	5 647

d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	2018					
	Actifs et Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et Passifs au coût amorti	Actifs et Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	4 270	18 386	-	22 656	22 656
Autres actifs non courants	-	25 174	-	-	25 174	25 174
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	613 121	-	-	613 121	613 121
Trésorerie et équivalents de trésorerie	774 801	-	-	-	774 801	774 801
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	243 340	-	-	243 340	243 340
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	461 657	-	-	-	461 657	461 657
Instruments financiers dérivés	14 752	-	-	812	15 564	15 564
TOTAL ACTIF	1 251 210	885 905	18 386	812	2 156 314	2 156 314
Emprunt obligataire convertible "OCEANE" (1)	-	458 896	-	-	458 896	469 648
Emprunts obligataires	-	1 051 042	-	-	1 051 042	1 009 782
Emprunts à long terme	-	354 466	-	-	354 466	354 466
Autres dettes non courantes	7 003	36 338	-	-	43 341	43 341
Emprunts à court terme	-	428 235	-	-	428 235	428 235
Financement du préfinancement marchands	-	37 663	-	-	37 663	37 663
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	1 250	622 064	89 118	-	712 432	712 432
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	665 306	-	-	665 306	665 306
Instruments financiers dérivés	1 872	-	-	84	1 956	1 956
TOTAL PASSIF	10 125	3 654 010	89 118	84	3 753 337	3 722 829

2017 Retraité						
Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	Actifs et Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et Passifs au coût amorti	Actifs et Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	4 555	15 278	-	19 833	19 833
Autres actifs non courants	-	24 876	-	-	24 876	24 876
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	546 788	-	-	546 788	546 788
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	-	-	-	595 939	595 939
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	172 708	-	-	172 708	172 708
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	-	-	-	460 555	460 555
Instruments financiers dérivés	8 206	-	-	98	8 304	8 304
TOTAL ACTIF	1 064 700	748 927	15 278	98	1 829 003	1 829 003
Emprunts obligataires convertibles "OCEANE" ⁽¹⁾	-	447 966	-	-	447 966	493 026
Emprunt obligataire	-	1 050 904	-	-	1 050 904	1 078 367
Emprunts à long terme	-	50 245	-	-	50 245	50 245
Autres dettes non courantes	11 948	28 217	6 648	-	46 813	46 813
Emprunts à court terme	-	517 678	-	-	517 678	517 678
Financement du préfinancement marchands	-	34 940	-	-	34 940	34 940
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	515 307	94 469	-	609 776	609 776
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	598 322	-	-	598 322	598 322
Instruments financiers dérivés	2 599	-	-	58	2 657	2 657
TOTAL PASSIF	14 547	3 243 579	101 117	58	3 359 301	3 431 824

⁽¹⁾ La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

La juste valeur des emprunts obligataire et obligataires convertibles correspond à leur valeur de marché (cotation aux 31 décembre 2018 et 2017).

Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 13.

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat,
- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par OCI non recyclables,
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables).

Ces actifs et passifs financiers correspondent aux trois niveaux de juste valeur présentés dans les tableaux suivants pour les années 2018 et 2017. Par ailleurs, nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre les années 2017 et 2018.

(en milliers d'euros)	2018			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	18 386	-	-	18 386
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	15 565	-	15 565	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	461 657	461 657	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	774 801	774 801	-	-
TOTAL ACTIF	1 270 409	1 236 458	15 565	18 386
Autres dettes non courantes	7 003	-	-	7 003
Autres dettes courantes	90 368	-	-	90 368
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	1 956	-	1 956	-
TOTAL PASSIF	99 327	-	1 956	97 371

(en milliers d'euros)	2017			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	15 278	-	-	15 278
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	8 303	-	8 303	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	460 555	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	595 939	-	-
TOTAL ACTIF	1 080 075	1 056 494	8 303	15 278
Autres dettes non courantes	18 596	-	-	18 596
Autres dettes courantes	94 469	-	-	94 469
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	2 656	-	2 656	-
TOTAL PASSIF	115 721	-	2 656	113 065

⁽¹⁾ Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

Les actifs et passifs financiers de niveau 2 sont comptabilisés conformément à leur catégorie : les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, les autres actifs et passifs reflètent leur valeur contractuelle.

Les autres dettes courantes et non courantes en niveau 3 comprennent des dettes de put vis-à-vis d'actionnaires minoritaires. Ces dettes sont comptabilisées à leur juste valeur. Elles sont évaluées principalement à partir des business plan fournis par les filiales, en lien avec la définition contractuelle, chaque contrat qui lie le Groupe à l'actionnaire minoritaire étant spécifique. Les définitions de ce calcul peuvent comporter par exemple des projections de flux de trésorerie ou de résultats.

Fin 2018, les autres dettes en niveau 3 comprennent une dette vis-à-vis des vendeurs de Paymark tandis que les dettes de put présentes à fin 2017 (Ingenico Japan Co. Ltd. et Ingenico Holding Asia Ltd.) ont été soldées au cours de 2018.

Les autres dettes non courantes comprennent également des dettes d'earn-out, soit des compléments de prix à verser dans le cadre d'acquisitions passées.

e. Gestion des risques financiers

Risque de liquidité et de contrepartie

La gestion du risque de liquidité est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La gestion de la trésorerie globale permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie internes.

La politique de financement du Groupe est d'assurer à tout moment la liquidité nécessaire au financement des investissements et aux besoins de trésorerie liés à l'exploitation, en veillant à une bonne adéquation entre ses actifs et ses passifs en termes de maturité, de devises et de taux.

Actifs financiers

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque pourrait provenir essentiellement des créances clients, des titres de placement et des contreparties bancaires.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe face au risque de crédit. Au 31 décembre 2018, l'exposition maximale au risque de crédit se présente donc ainsi :

(en milliers d'euros)	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	774 801	595 939
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	461 657	460 555
Actifs financiers	22 656	19 833
Créances clients sur vente de biens et services	557 892	490 830
Créances financières liées aux locations financement	47 234	47 797
Autres créances courantes	13 501	9 692
Créances liées à l'activité d'intermédiation	243 340	172 708
Autres actifs courants	10 559	14 708
Autres actifs non courants	1 393	1 514
Instruments financiers dérivés (actifs)	15 565	8 303
TOTAL	2 148 598	1 821 879

Face au risque de contrepartie des créances clients, il est comptabilisé une dépréciation desdites créances, qui peut correspondre à la totalité ou à une quote-part du montant, déterminée en fonction de la probabilité de recouvrement de la créance.

Le risque de crédit est suivi au niveau du Groupe par le « Credit Management ». Le Groupe suit mensuellement les délais de paiement de ses filiales et provisionne les créances partiellement ou totalement irrécouvrables. Pour se prémunir du risque de crédit et donc limiter son risque de non-paiement, le Groupe détermine le risque de crédit de chaque client, puis fixe une limite de crédit et des conditions de paiement spécifiques en conséquence. Le Groupe s'assure que des garanties sont apportées dans le cas de pays sensibles. Ces garanties peuvent être constituées par des lettres de crédit qui seront notifiées, voire confirmées.

Des précisions sur les créances clients et leur dépréciation sont disponibles en note 5.e Clients et créances d'exploitation courantes.

Le développement de l'activité dans les services transactionnels, expose le Groupe à un risque de contrepartie dans le cas où un marchand serait défaillant et ne pourrait pas honorer la prestation vendue aux consommateurs. Dans cette situation, le Groupe pourrait avoir à rembourser certains paiements faits par les consommateurs, sans certitude de pouvoir recouvrer ces avances auprès du marchand concerné. Ce risque est communément appelé « chargeback » et survient notamment lors de la faillite de marchands en ligne.

Le Groupe a développé une méthodologie permettant une analyse détaillée des risques associés à chaque typologie de services proposés afin d'en assurer un meilleur suivi et de pouvoir le cas échéant mieux calibrer les garanties demandées aux contreparties. Ce dispositif a pour objectif principal de limiter l'impact des risques de contrepartie sur le Groupe.

Enfin, dans le cadre de ses activités de services de paiement en ligne, le Groupe assure, principalement via les sociétés Global Collect Services, Bambora AB et Ingenico Payment Services GmbH, l'intermédiation entre les acheteurs, les émetteurs de cartes de crédit, et les marchands. Les fonds détenus pour le compte des marchands représentent les excédents de trésorerie que le Groupe détient lorsque les montants encaissés auprès des émetteurs de cartes de crédit au titre d'opérations d'achats précèdent l'obligation de régler les marchands. Des dépôts sont également opérés par les marchands lors de l'initiation ou au cours d'une relation de clientèle avec le Groupe.

Pour les activités de Global Collect, l'ensemble des fonds encaissés pour le compte des marchands ou confiés au Groupe est isolé dans une fondation de droit hollandais encadrée dans son objet et protégeant les acheteurs de toute défaillance financière de la société Global Collect Services. Au travers de ce dispositif, enregistré et supervisé

par la banque centrale hollandaise, les fonds ne peuvent en aucun cas être distribués aux fondateurs, et sont disponibles au seul paiement des marchands.

Il convient par ailleurs de noter que d'une part, le cycle de paiement de ces activités est court dans la mesure où les émetteurs de cartes de crédit ou les consommateurs remettent les fonds au Groupe et que ce dernier règle les marchands sous une durée ne pouvant excéder deux semaines, et d'autre part, que la quasi-totalité des montants encaissés auprès des émetteurs de cartes de crédit et des consommateurs précédant l'obligation de régler les marchands, induit la reconnaissance des fonds collectés à l'actif (créances liées à l'activité d'intermédiation et fonds liés à l'activité d'intermédiation), contrebalancées par un montant de dette équivalent au passif avec un écart possible marginal (dettes liées à l'activité d'intermédiation) (voir note 5.I. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation).

Passifs financiers

La capacité du Groupe à assurer le service de sa dette dépend de la performance de ses activités opérationnelles et de sa capacité à générer de la trésorerie par ses activités.

Si les flux de trésorerie futurs s'avéraient insuffisants, le Groupe pourrait être amené à :

- se financer par endettement ou émission de capitaux propres supplémentaires ;
- restructurer ou refinancer tout ou partie de sa dette ;
- réduire ou retarder ses investissements ;
- vendre des actifs.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

A ce titre, il est nécessaire de souligner que le Groupe bénéficie de :

- une capacité de générer des flux de trésorerie significatifs récurrents, permettant de faire face aux investissements (cf. Tableaux des flux de trésorerie consolidés) ;
- lignes non tirées pour 750 millions d'euros ;
- un ratio d'endettement (Endettement Financier Net / EBITDA) à 3.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2018 se présente ainsi :

	2018				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non dérivés					
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	458 896	500 000	-	500 000	-
Emprunts obligataires	1 059 302	1 142 250	21 000	511 500	609 750
Dettes bancaires	248 051	251 250	1 250	250 000	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	525 013	532 845	419 916	56 031	56 898
Financement du préfinancement marchands	37 663	37 663	37 663	-	-
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	626 172	626 172	626 172	-	-
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	665 306	665 306	665 306	-	-
Autres dettes non courantes	58 798	58 798	58 798	-	-
TOTAL	3 679 201	3 814 284	1 830 105	1 317 531	666 648
Passifs financiers dérivés					
Instruments de change	6 970	6 970	6 970	-	-
Instruments de taux	6 639	6 639	6 639	-	-
TOTAL	13 609	13 609	13 609	-	-

⁽¹⁾ Nominaux et intérêts

Le Groupe estime son risque de contrepartie bancaire limité, car il travaille avec des établissements de premier rang.

Les dettes financières et leurs échéances sont décrites dans la note 9.b Endettement financier net.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2017 se présentait ainsi :

	2017 Retraité				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non dérivés					
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	447 966	500 000	-	500 000	-
Emprunt obligataire	1 059 227	1 163 655	21 405	522 750	619 500
Dettes bancaires	(1 770)	(1 770)	372	(2 142)	-
Dettes liées au contrat de location financement	224	224	147	77	-
Comptes créditeurs de banque	7 367	7 367	7 367	-	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	553 780	553 780	501 470	52 310	-
Financement du préfinancement marchands	34 940	34 940	34 940	-	-
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	609 776	609 776	609 776	-	-
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	598 323	598 323	598 323	-	-
Autres dettes non courantes	46 813	46 813	46 813	-	-
TOTAL	3 356 646	3 513 108	1 820 613	1 072 995	619 500
Passifs financiers dérivés					
Instruments de change	2 656	2 656	2 656	-	-
TOTAL	2 656	2 656	2 656	-	-

⁽¹⁾ Nominaux et intérêts

Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires et des charges d'Ingenico est comptabilisée en devises autres que l'euro. Le Groupe est donc soumis à des risques de change naissant des achats auprès des fournisseurs de terminaux et des relations commerciales des filiales et de la maison mère. Les principales devises pour lesquelles Ingenico est exposé à un risque de change significatif sont le dollar américain (USD), la livre anglaise (GBP), le dollar canadien (CAD), et le dollar australien (AUD).

Les achats et les ventes en devises étrangères qui ne font pas l'objet d'une couverture naturelle sont couverts en partie par des instruments de couverture. L'objectif du Groupe est de couvrir des risques futurs (engagements d'achats ou de ventes) et des risques déjà présents dans le bilan (créances et dettes en devises). La stratégie de couverture est donc à la fois prévisionnelle et bilancielle.

Les principaux risques de change couverts par le Groupe sont générés par:

- les opérations d'achat et de vente de biens et services en devise liées à l'exploitation (achats auprès des fournisseurs, ventes auprès des clients) ;
- les actifs et passifs financiers en devise (notamment liés aux financements des filiales) ;
- les investissements dans les filiales étrangères.

Le Groupe utilise des instruments financiers tels que achats et ventes à terme, options de change, swaps, prêts/emprunts en devises. Le dispositif de surveillance du risque de change est piloté par la Direction de la Trésorerie, directement rattachée au Directeur Financier Groupe. Enfin, le Groupe dispose d'un logiciel de valorisation des positions de change permettant de suivre au quotidien la valorisation « mark to market » de ses positions.

Les taux de clôture et les taux moyens de change utilisés au titre de 2018 et de 2017 par le Groupe sont les suivants :

Taux de clôture	2018	2017	Taux moyens	2018	2017
Dollar américain	1,1450	1,1993	Dollar américain	1,1815	1,1293
Dollar canadien	1,5605	1,5039	Dollar canadien	1,5302	1,4644
Dollar australien	1,6220	1,5346	Dollar australien	1,5799	1,4729
Livre anglaise	0,8945	0,8872	Livre anglaise	0,8847	0,8761
Real brésilien	4,4366	3,9729	Real brésilien	4,3177	3,6041
Couronne suédoise	10,2548	9,8438	Couronne suédoise	10,2567	9,6369
Yuan chinois	7,8751	7,8044	Yuan chinois	7,8074	7,6264
Rouble russe	79,7153	69,3920	Rouble russe	74,0551	65,8877

Sensibilité au risque de change

Les tableaux ci-dessous présentent la sensibilité au risque de change commercial. Le premier tableau présente l'exposition bilancielle du 31 décembre de l'exercice, nette des couvertures mises en place. Ces couvertures sont qualifiées de 'Couverture de Juste Valeur' (ou 'Fair Value Hedge'). Le deuxième tableau présente les couvertures de flux futurs existantes ou flux de trésorerie (ou 'Cash Flow Hedge') au 31 décembre. Dans les tableaux ci-dessous, les montants négatifs correspondent à des ventes de devises, les montants positifs à des achats.

Couvertures de flux fermes (Fair value hedge)	2018			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
(en milliers de devises)				
Créances commerciales	196 332	39 907	17 192	43 147
Dettes fournisseurs	(160 106)	(20 214)	(10 442)	(9 509)
Exposition bilancielle brute	36 226	19 693	6 750	33 638
Couvertures de change :				
Termes	44 225	(4 043)	(5 733)	(6 573)
Options	-	-	(2 200)	(1 800)
EXPOSITION BILANCIELLE NETTE	80 451	15 650	(1 183)	25 265

Couvertures de flux futurs Budget 2019 (Cash flow hedge)	2018			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
(en milliers de devises)				
Termes	-	(4 000)	(5 000)	(3 000)
Options	-	(3 200)	(3 500)	(3 000)
COUVERTURE DES FLUX FUTURS	-	(7 200)	(8 500)	(6 000)

Couvertures de flux fermes (Fair value hedge)	2017			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
(en milliers de devises)				
Créances commerciales	232 258	27 072	16 521	36 878
Dettes fournisseurs	(195 564)	(14 787)	(13 561)	(9 834)
Exposition bilancielle brute	36 694	12 285	2 960	27 044
Couvertures de change :				
Termes	-	-	-	-
Options	12 924	-	-	(6 189)
EXPOSITION BILANCIELLE NETTE	49 618	12 285	2 960	20 855

Couvertures de flux futurs Budget 2018 (Cash flow hedge)	2017			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
(en milliers de devises)				
Termes	-	(4 785)	(6 000)	(3 000)
Options	-	(4 000)	-	-
COUVERTURE DES FLUX FUTURS	-	(8 785)	(6 000)	(3 000)

Le tableau de sensibilité au risque de change commercial ci-après montre l'impact d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10% de l'euro vis-à-vis des autres devises sur les montants des créances clients, dettes fournisseurs et instruments financiers dérivés de couverture. Il précise également la manière dont cet impact se traduirait dans les comptes.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	
	Impact sur le compte de résultat	
	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro
USD	(15 588)	19 052
GBP	(4 056)	4 957
CAD	(1 002)	1 224
AUD	(2 418)	2 956
Créances commerciales	(23 064)	28 189
USD	12 712	(15 537)
GBP	2 054	(2 511)
CAD	608	(744)
AUD	533	(651)
Dettes fournisseurs	15 907	(19 443)
USD	(646)	282
GBP	(1 315)	665
CAD	(435)	314
AUD	(169)	170
Instruments financiers dérivés	(2 565)	1 431
TOTAL	(9 722)	10 177

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	
	Impact sur le compte de résultat	
	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro
USD	(17 606)	21 518
GBP	(2 774)	3 390
CAD	(999)	1 221
AUD	(2 185)	2 670
Créances commerciales	(23 564)	28 799
USD	14 824	(18 118)
GBP	1 515	(1 852)
CAD	820	(1 002)
AUD	583	(712)
Dettes fournisseurs	17 742	(21 684)
USD	953	(1 201)
GBP	(138)	8
CAD	(6)	(10)
AUD	(383)	421
Instruments financiers dérivés	426	(782)
TOTAL	(5 396)	6 333

Le risque de change lié aux financements intra-groupes est systématiquement couvert.

Par ailleurs, le Groupe peut juger opportun de couvrir certaines opérations d'investissements à l'étranger.

Risque de taux

La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La politique de couverture suivie par le Groupe répond au double objectif de sécurité et d'optimisation du coût de financement. En fonction des évolutions anticipées de la dette consolidée et des évolutions attendues des taux d'intérêt, le Groupe se fixe des objectifs de répartition taux fixe/taux variable.

Ces objectifs de répartition sont régulièrement examinés et déterminés pour les périodes à venir par la Direction Générale du Groupe après avis du Comité d'audit et de financement, puis mis en œuvre par la Direction de la Trésorerie. Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swap) sont les instruments les plus couramment utilisés.

Au cours de l'année 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au risque de taux de la dette brute (définie comme étant la somme des dettes financières non courantes, des dettes financières courantes et de la trésorerie passive ou comptes créditeurs de banque) avant et après couverture économique :

(en milliers d'euros)	2018		2017	
	Encours	% dette totale	Encours	% dette totale
Taux fixe	1 625 913	70,9%	1 559 427	75,5%
Taux variable	666 726	29,1%	507 367	24,5%
Endettement brut avant couverture	2 292 639	100,0%	2 066 794	100,0%
Taux fixe	1 400 913	61,1%	1 326 017	64,2%
Taux variable	891 726	38,9%	740 777	35,8%
Endettement brut après couverture	2 292 639	100,0%	2 066 794	100,0%

La dette brute exposée à une variation des taux s'élève à environ 892 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 741 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La hausse de 151 millions d'euros de la part de la dette brute exposée à une variation de taux résulte principalement de la mise en place du financement bancaire de 250 millions d'euros couplé à la baisse de 95 millions d'euros de l'encours des billets de trésorerie au 31 décembre 2018.

Sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis aux variations des taux variables sur les billets de trésorerie, sur le financement bancaire de 250 millions d'euros, et sur la part de l'emprunt obligataire qui est couverte par un swap.

Une hausse ou une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base (+/- 1%) sur l'ensemble des courbes de taux aurait un impact d'environ 8,9 millions d'euros sur la charge financière brute.

10. IMPÔTS

Impôt sur le résultat

L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global ; auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global respectivement.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes, et (iii) tout autre impôt calculé sur un montant net de produits et de charges.

L'impôt différé est constaté pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) les différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale du goodwill, (ii) les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible et (iii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprise, n'affectant ni le résultat comptable ni le résultat imposable. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Cette appréciation repose notamment sur les critères suivants :

- existence de bénéfices imposables avant que les pertes fiscales activées n'expirent ;
- existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable qui engendreront des montants imposables sur lesquels les reports déficitaires activés pourront s'appliquer ;
- détermination du caractère non récurrent des éléments qui ont conduit à la reconnaissance des déficits fiscaux.

Les actifs d'impôt ainsi différés sont dépréciés lorsqu'il devient improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Crédits d'impôt recherche et développement

Les crédits d'impôt liés aux dépenses de recherche et développement sont comptabilisés en fonction du traitement fiscal appliqué dans chaque pays :

- Si le crédit d'impôt est calculé uniquement en fonction des dépenses de recherche et développement, s'il ne modifie pas le calcul du résultat taxable de la filiale, s'il n'est pas limité par la dette d'impôt de cette dernière et s'il peut être payé en cash, alors il correspond à une subvention au sens d'IAS 20 "Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique", et est comptabilisé en résultat opérationnel.
- Sinon, il est comptabilisé en Impôts sur les bénéfices.

Réglementation fiscale en France

Le Groupe qualifie la CVAE d'impôts sur le résultat.

a. Charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Impôt courant France	(31 868)	(57 060)
Impôt courant étranger	(41 334)	(52 013)
Charge d'impôt courant total	(73 202)	(109 073)
Impôt différé France	12 186	2 965
Impôt différé étranger	9 224	19 947
Produit d'impôt différé total	21 410	22 912
TOTAL	(51 792)	(86 161)

En 2018, la charge d'impôt de l'exercice correspond principalement à :

- La charge d'impôt courant due en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni.
- L'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur base fiscale, notamment en France, en Suède, aux Pays-Bas, au Brésil et en Belgique.

En 2017, la charge d'impôt de l'exercice correspond principalement à :

- La charge d'impôt courant due en France, en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis, et au Royaume-Uni.
- L'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur base fiscale, notamment en France, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et en Belgique.

La charge d'impôt courant du Groupe diminue principalement en France et aux Etats-Unis en 2018. Le taux d'impôt bénéficie de l'effet globalement positif résultant de taux d'imposition locaux inférieurs au taux d'impôt de la maison mère. La baisse de charges non déductibles telles que la charge de personnel relative aux paiements fondés sur des actions ou la quote-part de frais et charges sur les dividendes reçus de filiales étrangères contribuent également à la baisse de la charge d'impôt courant. En revanche, le classement de la CVAE en impôts courants et les retenues à la source sur les dividendes versés par des filiales du Groupe contribuent à dégrader le taux d'impôt.

b. Preuve d'impôt

En France, le taux d'impôt courant des sociétés du Groupe s'établit à 34,43% pour l'exercice 2018.

La loi de finance votée pour l'année 2018 prévoit une baisse progressive du taux d'impôt des sociétés en France. Les sociétés françaises du Groupe seraient concernées par cette baisse d'impôt en 2020.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017 Retraité
Résultat avant impôt (hors sociétés mises en équivalence)	240 512	344 107
Taux d'imposition français	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(82 808)	(118 476)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	29 153	30 403
Pertes fiscales et différences temporelles de l'exercice non activées	(117)	(4 500)
Activation de différences temporelles et de déficits reportables antérieurs	(184)	13 604
Utilisation de déficits reportables non activés	266	1 993
Crédits d'impôt	6 015	5 877
Différences permanentes et autres	(4 117)	(15 062)
TOTAL	(51 792)	(86 161)
Taux effectif d'impôt	21,5%	25,0%

Les éléments de rapprochement représentent, outre l'effet des différentiels et modifications des taux d'impôt, les effets d'impôt liés aux produits non imposables et aux charges non déductibles résultant des différences permanentes entre les assiettes d'imposition locales et les comptes présentés conformément aux normes IFRS.

Les différences permanentes et autres différences en 2018 et en 2017 se composent notamment :

- de l'impact de la quote-part de frais et charges et des retenues à la source liés aux dividendes reçus des filiales par Ingenico Group SA ;
- de l'effet de la reconnaissance en impôt de la CVAE en France ;
- de la non-déductibilité de la charge de personnel relative aux options et actions gratuites attribuées.

c. Impôts différés

Variation des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables	Actifs d'impôts différés sur différences temporelles	Total actifs d'impôts différés	Total passifs d'impôts différés	Total impôts différés nets
Solde au 1er janvier 2017	9 235	48 874	58 109	(133 780)	(75 671)
Impôts différés constatés en résultat	12 889	(8 556)	4 333	19 030	23 363
Impôts différés constatés en capitaux propres et issus de regroupements d'entreprises	3 446	149	3 595	(113 843)	(110 248)
Différences de conversion	(1 177)	(2 137)	(3 314)	2 065	(1 249)
Autres mouvements	(228)	228	-	-	-
Solde au 31 décembre 2017	24 165	38 558	62 723	(226 528)	(163 805)
Impôts différés constatés en résultat	(8 882)	(2 875)	(11 757)	33 807	22 050
Impôts différés constatés en capitaux propres et issus de regroupements d'entreprises	9 646	(6 754)	2 892	(15 867)	(12 975)
Différences de conversion	88	(600)	(512)	4 970	4 458
Autres mouvements	22	(22)	-	-	-
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2018	25 039	28 307	53 345	(203 620)	(150 273)

Au 31 décembre 2018, la variation d'impôts différés constatés en capitaux propres comprend principalement l'impact des impôts différés chez les sociétés récemment acquises et la comptabilisation des engagements post-emploi. Elle s'explique également par la prise en compte de la baisse progressive du taux d'impôts français à compter de 2020.

Analyse par nature

(en milliers d'euros)	2018	2017 Retraité
Actifs d'impôt différé par catégorie de différences temporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 758	6 970
Engagements envers le personnel	10 069	10 757
Stock, créances, fournisseurs et provisions	60 214	77 131
Pertes fiscales et crédits d'impôts reportables	25 039	24 165
Autres (dont instruments financiers)	764	124
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	102 844	119 148
Effet de la compensation	(49 499)	(56 425)
TOTAL ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	53 345	62 723
Passifs d'impôt différé par catégorie de différences temporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	(198 161)	(207 051)
Engagements envers le personnel	(382)	(289)
Stock, créances, fournisseurs et provisions	(47 906)	(75 110)
Autres (dont instruments financiers)	(6 669)	(504)
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(253 118)	(282 954)
Effet de la compensation	49 499	56 425
TOTAL PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(203 620)	(226 528)
TOTAL NET	(150 275)	(163 806)

Détail des actifs d'impôts différés non reconnus

(en milliers d'euros)	2018	2017 Retraité
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables jusqu'à 12 mois	-	257
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables entre 1 et 5 ans	844	357
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables au-delà de 5 ans	10 241	15 188
Impôts différés sur différences temporelles	458	92
TOTAL	11 544	15 894

d. Dettes d'impôt exigible

(en milliers d'euros)	2018	2017
France	7 397	1 332
Etranger	19 118	23 008
TOTAL	26 515	24 340

11. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE ET INTÉRÊTS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

a. Participations dans les entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	JoinedApp Inc.	Fixed & Mobile Pte Ltd	Total
% d'intérêt au 1er janvier 2017	-	27,3%	
% d'intérêt au 31 décembre 2017	15,0%	27,3%	
% d'intérêt au 31 décembre 2018	15,0%	26,7%	
Au 1er janvier 2017	-	8 636	8 636
Acquisition	1 311	-	1 311
Perte de valeur	-	(1 419)	(1 419)
Ecarts de conversion	-	(963)	(963)
Au 31 décembre 2017	1 311	6 254	7 565
Perte de valeur	-	127	127
Ecarts de conversion	-	294	294
Relution	-	(144)	(144)
AU 31 DECEMBRE 2018	1 311	6 530	7 841

En 2017, le Groupe a investi dans une société californienne nommée JoinedApp, spécialisée dans les solutions de e-Commerce intégrées dans les applications de messagerie. Ayant acquis 15% du capital de la société, et étant présent au comité de direction, le Groupe a une influence notable sur JoinedApp, sans en avoir le contrôle. L'investissement est donc comptabilisé en mise en équivalence. Les états financiers annuels de JoinedApp n'ont pas encore été communiqués au Groupe.

b. Intérêts ne donnant pas le contrôle

La quote-part dans les résultats revenant aux actionnaires minoritaires est reconnue dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle. De même, la quote-part dans les dividendes à verser est imputée dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de titres (*put*) donnés aux actionnaires minoritaires des filiales sont enregistrés initialement en dettes pour la valeur actualisée de leur prix d'exercice, en contrepartie des capitaux propres-part du Groupe. Les effets résultant de la désactualisation de ces dettes et ceux liés à d'éventuels changements d'estimations sont reconnus en capitaux propres-part du Groupe.

En 2017 la cession de 3% d'Ingenico Holdings Asia Limited à des managers du Groupe augmente le pourcentage de capital et de droits de vote détenus par des actionnaires minoritaires dans les activités chinoises du Groupe.

Par ailleurs, en décembre 2017, le Groupe a racheté la participation minoritaire dans Think & Go.

Nom de la filiale	Pays	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
		Pourcentage de capital et de droits de vote détenus par les participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle (en milliers d'euros)	Pourcentage de capital et de droits de vote détenus par les participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle (en milliers d'euros)
Ingenico Holding Asia Limited	Hong Kong	3%	(86)	23%	(640)
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	3%	673	23%	5 270
Ingenico Electronic Equipments Co., Ltd	Chine	3%	27	23%	265
Ingenico Japan Co. Ltd. (ex Lyudtia)	Japon	-	-	30%	(339)
Think&Go NFC	France	-	-	-	(536)
TOTAL			614		4 020

12. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Actions propres

Les actions rachetées par Ingenico sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres, pour leur prix d'acquisition.

a. Capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation

	2018	2017
Emises au 1er Janvier	62 363 114	61 493 241
Emises dans le cadre des distributions de dividendes ⁽¹⁾	781 413	731 856
Emises dans le cadre des options exercées et actions acquises	-	112 000
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés	-	26 017
Emises en fin d'exercice	63 144 527	62 363 114
Actions propres en fin d'exercice	1 360 354	114 734
En circulation en fin d'exercice	61 784 173	62 248 380

⁽¹⁾ Voir V. Etats de variation des capitaux propres consolidés

La valeur nominale de l'action Ingenico Group est de 1€.

Actions propres

(en euros)	2017	Acquisitions	Cessions et annulations	2018
Nombres de titres	114 734	1 873 708	(628 088)	1 360 354
Valeur	23,52	69,26	69,59	65,25
TOTAL	2 698 027	129 773 016	43 708 644	88 763 099

(en euros)	2016	Acquisitions	Cessions et annulations	2017
Nombres de titres	116 534	595 767	(597 567)	114 734
Valeur	23,56	83,02	83,32	23,52
TOTAL	2 745 541	49 460 576	(49 789 282)	2 698 027

Actions acquises pour être attribuées ou annulées

Le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 114 734 actions au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2018, il est de 1 360 354 actions au cours moyen de 65,25 euros.

Au cours de l'année, 31 380 actions propres ont été utilisées pour servir des plans de rémunération en actions.

Actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité

En 2018, 596 708 actions ont été acquises au cours moyen de 71,82 euros et 596 708 actions ont été cédées au cours moyen de 71,96 euros.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, le portefeuille des actions propres ne contient pas d'action afférente au contrat de liquidité.

b. Résultat par action

Résultat de base par action

	2018	2017 Retraité
Résultat de la période part du Groupe (en milliers d'euros)	188 233	252 510
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 730 967	61 806 653
Résultat de base par action (en euros)	3,05	4,09

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe et détenues comme actions propres. Le nombre moyen d'actions ordinaires est une moyenne annuelle pondérée calculée en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions au cours de l'exercice.

Résultat dilué par action

Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode dite *treasury stock* qui :

- Au numérateur corrige le résultat net d'impôt des intérêts financiers sur les obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) ;
- Au dénominateur rajoute aux actions ordinaires les actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (OCEANE, actions gratuites et co-investissement), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix de marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Le nombre d'actions ordinaires dilué ne tient pas compte de l'achat de 1 500 000 options décrit dans la note 9.b. Ces options permettent au Groupe de couvrir partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion de ces OCEANE, à échéance du 26 juin 2022.

(en milliers d'euros)	2018	2017 Retraité
Résultat de la période part du Groupe	188 233	252 510
Charge d'intérêts sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE (nette d'impôts)	6 084	6 908
Résultat de la période part du Groupe dilué	194 317	259 418
Nombre moyen pondéré d'actions existantes	61 730 967	61 806 653
Incidence des instruments dilutifs :		
- octroi des actions gratuites	269 755	138 426
- conversion des obligations convertibles	2 930 583	2 918 965
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	64 931 305	64 864 044
Résultat dilué par action (en euros)	2,99	4,00

13. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers d'euros)	2018	2017
ENGAGEMENTS RECUS		
Cautions diverses	6 707	22 843
Dans le cadre de l'acquisition de Paymark, le Groupe a souscrit une assurance couvrant les garanties fondamentales (7 ans) et autres litiges (2 ans) jusqu'à 70 millions de dollars néo-zélandais. Au-delà de cette somme les garanties fondamentales sont couvertes par le vendeurs pendant 10 ans.	41 041	-
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de 83,86% de Roam Data Inc. : sans limitation de durée (montant de l'engagement: 700 milliers de dollars américains).	584	584
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de TNET: illimitée dans le temps et en montant.	illimitée	illimitée
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de Paycom jusqu'au 1er juillet 2021 pour les garanties corporate.	12 381	12 381
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de PT Payment Indonesia. Le montant total des garanties de passif s'élève à 4,5 millions de dollars américains. Les échéances sont les suivantes: - fiscale jusqu'à janvier 2018 - corporate : illimitée dans le temps.	3 752	3 752
Garanties de passif reçue dans le cadre de l'acquisition d'Ogone. Le montant total des garanties de passif (hors garantie spéciale) s'élève à 89,3 millions d'euros (pour les garanties corporate de manière illimitée dans le temps)	89 325	89 325
Garantie de passif liée à l'acquisition de Think & Go. - Le plafond général est limité à 500 milliers d'euros et à une durée de 12 mois, sauf pour les charges sociales et salariales dont la durée maximale est fixée à 3 ans. Le plafond fiscal et social est limité à 150 milliers d'euros. - Les garanties fondamentales sont illimitées en temps et en montant.	500 illimitée	500 illimitée
Garantie de passif liée à l'acquisition de Lyudia. Elle couvre les garanties générales pour une durée de 24 mois à partir du 26 avril 2016, et les garanties fiscales pour une durée de 5 ans.	3 333	3 333
Garanties fondamentales illimitées dans le temps et son montant reçues dans le cadre du rachat des titres d'Ingenico Holding Asia.	illimitée	illimitée
Garantie de passif liée à l'acquisition de Nera Payment Services. Elle couvre les garanties fiscales pour une durée de 6 ans, les autres garanties pour une durée de 1 an. Les garanties fondamentales sont couvertes de manière illimitée dans le temps et leur montant.	13 160	13 160
Dans le cadre de l'acquisition de TechProcess, le Groupe dispose d'une garantie fondamentale de durée illimitée, de garanties spécifiques liées aux formalités administratives et à la nature capitalistique de la société dont l'échéance est fixée au 20 février 2020, ainsi que d'une garantie liée à l'activité de la société dont l'échéance est fixée au 30 juillet 2018.	4 169	4 169
Garantie de passif liée à l'acquisition de IECISA. Elle couvre les garanties fondamentales pendant 18 mois à compter de la date d'acquisition, et les garanties fiscales et sociales pendant 2 ans.	6 000	6 000
Dans le cadre de l'acquisition de Bambora, le Groupe a souscrit une assurance couvrant les garanties fondamentales (7 ans), fiscales, sociales (7 ans) et autres litiges (2 ans) jusqu'à 300 millions d'euros. Au-delà de cette somme les garanties fondamentales sont couvertes par les vendeurs pendant 10 ans.	300 000	300 000
Garantie de passif liée à l'acquisition d'Airlink. Elle couvre les garanties fiscales pour 7 ans, les garanties sociales et juridiques pour 5 ans, et les autres garanties corporate pour 3 ans.	8 242	-
ENGAGEMENTS DONNES		
Cautions diverses	29 018	37 598
Garantie de Passif suite à la cession de 20% d'Ingenico Holdings Asia. Le montant total des garanties de passif s'élève à 26,1 millions de dollars américains. Les échéances sont les suivantes: - Garanties standard jusqu'à Octobre 2016 - Garanties fiscale jusqu'à Juin 2022 - Garanties fondamentales jusqu'à prescription	22 826	21 793
Garantie de passif suite à la cession de 12% de Beamm Inc. en novembre 2015. Elle est illimitée dans son montant et couvre les garanties fondamentales jusqu'à leur prescription, le 17 novembre 2018.	-	illimitée
Garantie de passif suite à la cession des titres ZTE. Elle est illimitée dans le temps et dans son montant et couvre les garanties fondamentales.	illimitée	illimitée
Dans le cadre de l'acquisition de Bambora, le Groupe a repris à sa charge une garantie envers des sociétés émettrices de cartes de crédit, pour un montant de 25 millions de dollars américains.	21 834	16 676
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES		
Le Groupe s'est engagé à contribuer à un fond d'investissement à hauteur de 15 millions d'euros. Les appels de fonds souscrits figurent au bilan pour un montant de 11 millions d'euros.	4 020	5 937

En 2018, le Groupe a contracté dans le cadre de son activité les engagements suivants:

- des commandes fermes auprès de ses fabricants pour un montant d'environ 143,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 ;
- des paiements futurs relatifs à des contrats non résiliables en location simple.

Le tableau ci-dessous indique les engagements futurs liés aux loyers minimaux pour les contrats non résiliables de location, et aux autres engagements liés à des contrats de services, par échéance :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2018	2017
Moins d'un an	33 845	23 775
1-5 ans	72 045	51 832
Plus de 5 ans	40 351	39 808
TOTAL	146 241	115 415

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités, les loyers futurs minimaux que le Groupe Ingenico percevra pour les contrats non résiliables de location simple représentent un montant de 9,8 millions d'euros en 2018 et de 5,6 millions d'euros en 2017.

14. PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE

Principes de consolidation

Filiales en intégration globale (IG)

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe a le contrôle sur une autre entité lorsqu'il dispose du pouvoir sur cette entité, est exposé aux rendements variables de l'entité et, en raison de son pouvoir sur cette entité, a la capacité d'influer sur les rendements qu'il en tire.

Pour apprécier le contrôle, le Groupe tient compte des droits de vote substantiels, c'est-à-dire actuellement exerçables ou exerçables au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes seront prises.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées (MEE)

Une entreprise associée est une entité sur laquelle le Groupe exerce une influence notable sur les décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Co-entreprises

Une co-entreprise est une entité dans laquelle une société dispose d'un contrôle conjoint, avec un ou plusieurs partenaires en vertu d'un accord contractuel et lui confère des droits sur l'actif net de celle-ci. Il n'existe pas de co-entreprise dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Société	Pays	% intérêt	Mode d'intégration
INGENICO GROUP SA	France	Société mère	
Principales sociétés consolidées			
DI Deutsche Ingenico Holding GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Healthcare GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Marketing Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Payment Services GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico International (Pacific) Pty Ltd (et ses filiales Bambora en Australie et Nouvelle Zélande)	Australie	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BVBA/SPRL	Belgique	100%	IG
Ingenico Financial Solutions SA	Belgique	100%	IG
Ingenico do Brasil Ltda.	Brésil	100%	IG
Ingenico Canada Ltd. (et sa filiale Bambora Inc.)	Canada	100%	IG
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Electronic Equipments (Beijing) Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Iberia, S.L.	Espagne	100%	IG
Ingenico (Latin America) Inc.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Corp.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Business Support SAS	France	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SAS	France	100%	IG
Ingenico France SAS	France	100%	IG
Ingenico Prepaid Services France SAS	France	100%	IG
Ingenico Terminals SAS	France	100%	IG
Think & Go NFC SAS	France	100%	IG
Ingenico (UK) Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico Holdings Asia Limited	Hong Kong	97%	IG
Ingenico Hungary Kft.	Hongrie	100%	IG
Ingenico International India Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
E-Billing Solutions Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
PT. Ingenico International Indonesia	Indonésie	100%	IG
Ingenico Italia SpA	Italie	100%	IG
Ingenico Japan Co Ltd	Japon	100%	IG
Ingenico Solutions (Malaysia) Sdn. Bhd	Malaisie	100%	IG
Ingenico Mexico S.A. de C.V.	Mexique	100%	IG
GCS Holding BV	Pays-Bas	100%	IG
Global Collect BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico Polska Sp. z o.o	Pologne	100%	IG
Ingenico CZ S.r.o.	République Tchèque	100%	IG
Ingenico LLC	Russie	100%	IG
Ingenico International (Singapore) Pte Ltd.	Singapour	100%	IG
Bambora Top Holding (et ses filiales aux Etats Unis , en Finlande, en Norvège, en Suisse et au Danemark)	Suède	100%	IG
Ingenico (Suisse) SA	Suisse	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Suisse	100%	IG
Airlink Technology Co., Ltd.	Taiwan	100%	IG
Ingenico (Thailand) Co., Ltd.	Thaïlande	100%	IG
Ingenico Ödeme Sistem Çözümleri AS	Turquie	100%	IG
Ingenico Ukraine LLC	Ukraine	100%	IG
Ingenico Vietnam Co Ltd	Vietnam	100%	IG
Fixed & Mobile Pte Ltd.	Singapour	27%	MEE
JoinedApp Inc.	United States	15%	MEE

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

15. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture 2018 autres que ceux indiqués en note 3. FAITS MARQUANTS.

16. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes se décomposent de la manière suivante :

	2018						2017	
	KPMG			MAZARS			KPMG	MAZARS
	KPMG SA	Membres du réseau	Total	Mazars	Membres du réseau	Total	Total	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Certification des comptes	270	837	1 107	272	748	1 020	1 089	865
Services autres que la certification des comptes	55	77	132	8	0	8	226	110
TOTAL	325	914	1 239	280	748	1 028	1 315	975